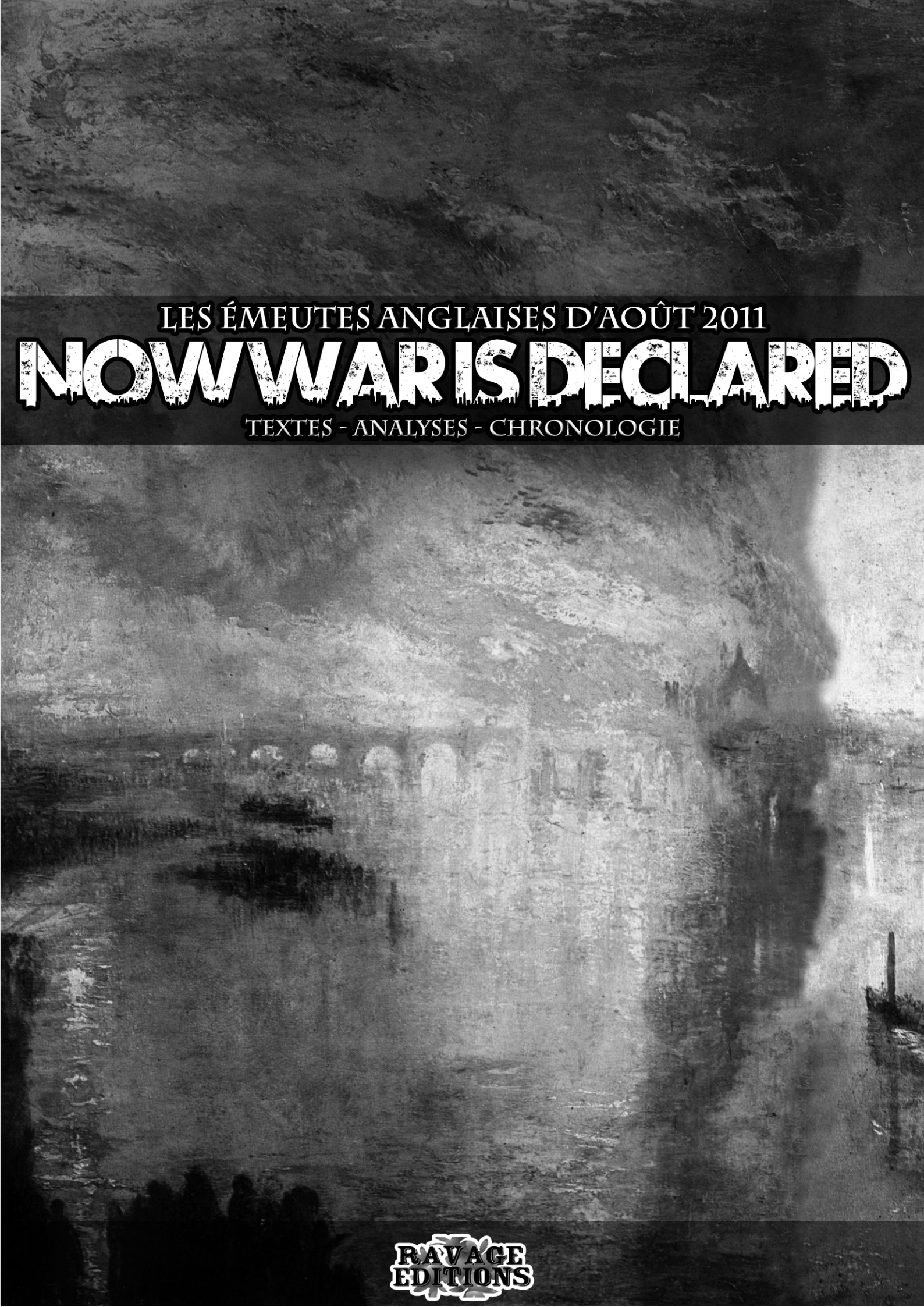


LES ÉMEUTES ANGLAISES D'AOÛT 2011

NOW WAR IS DECLARED

TEXTES - ANALYSES - CHRONOLOGIE

RAVAGE EDITIONS

• Now war is declared ! Une introduction - p.3
• Déroulement des émeutes - p.8
• La lutte contre l'existant continue - p.12
• Tottenham contre-attaque - p.18
• Les yeux grands ouvert à Londres - p.19
• Communiqué d'une attaque à Bristol - p.20
• London Calling (Belgique) - p.21
• Cinq postes de police attaqués à Nottingham - p.22
• London Calling (Italie) - p.23
• Les mots d'un émeutier - p.25
• Leave them kids alone ! - p.26

SOMMAIRE

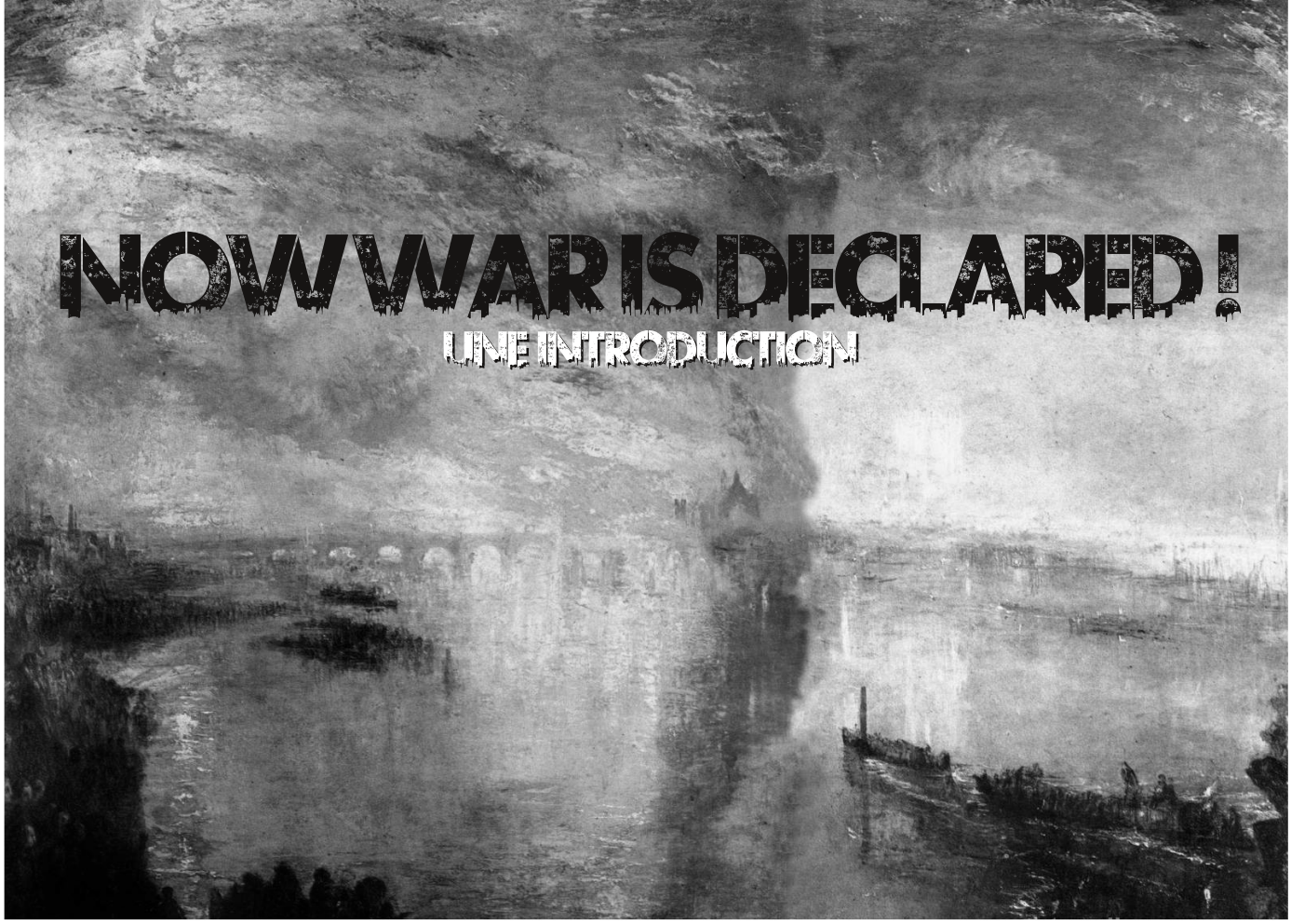


• Retour sur la répression des émeutes de Londres - p.27
• Nouvelles technologies + police + citoyenneté = Répression 2.0 - p.33
• Don't panic don't talk - p.38
• Compte-rendu de la manifestation du 13 août - p.39
• Manif anti-flic devant la prison de Brixton - p.40
• Contre toute autorité - p.41
• London Calling (Allemagne) - p.42
• Affiche grecque de solidarité - p.43
• Pour mémoire : Nothing to lose ! - p.44

Ravage Editions - octobre 2011 - No Copyright

contact: ravage@riseup.net

http://ravage-editions.blogspot.com



Pourquoi cet ouvrage ? Pourquoi tant d'encre et de papier ?
Pour les quelques personnes qui l'ont conçue, cette brochure se veut un condensé de contre-information et d'analyses autour des émeutes qui ont secoué l'Angleterre en ce mois d'août brûlant de 2011. Des incidents qui prennent toute leur importance dans les cœurs de ceux qui ne peuvent plus accepter ce quotidien misérable, qui ne se laissent plus flotter sur cet océan d'oppression, qui rament jusqu'à la rive à la force de leurs bras pour atteindre *autre chose*. Un *autre chose* complètement opposé à cet existant qui nous dévore. *Un autre chose* que l'on ne peut décrire avec le vocabulaire du présent. *Un autre chose* qui voit dans l'Etat, le capitalisme et la société, et dans l'existant en général, un obstacle à sa réalisation. Au mépris des frontières et des séparations des pouvoirs, ces émeutes nous ont directement parlé, les rires et les larmes des enragés sont communicatifs, ils sont les mêmes que ceux des émeutiers de novembre 2005 en France, des insurgés du Maghreb et du Machrek de 2011 ou ceux de décembre 2008 en Grèce, ils sont les mêmes parce qu'ils sont tous conditionnés par un même désir de liberté, peu importe le contexte particulier de chacun de ces soulèvements, parce que la guerre sociale a aussi peu de frontières que la domination.

De fait, l'Angleterre de ces dernières années s'est lentement (re-)transformée en une poudrière prête à exploser à tout moment. La contestation est de moins en moins contenue dans les limites du citoyennisme anglais, et peu à peu, pour de plus en plus de gens, la violence n'est plus un tabou moral. En témoigne par exemple les émeutes « étudiantes » de la fin 2010 sous le prétexte de la hausse des frais de scolarité. Pourtant si habitués à la mollesse du formol des bancs universitaires, des milliers et des milliers d'entre eux ont attaqué les banques, les bâtiments publics, les flics, la monarchie, le parlement et déclenché de nombreux incendies, tout cela dans la joie immédiate de l'instant émancipateur.
Les mesures économiques d'austérité en Angleterre apparaissent telles qu'elles sont, de banales confirmations de la vision du monde de ceux qui les conçoivent. Lorsqu'il n'y a plus d'argent, on va le chercher chez ceux qui n'en ont déjà plus, on perpétue l'inégalité pour maintenir cette société de hiérarchie en bon ordre. A la pauvreté croissante s'ajoute presque toujours la demande de sécurité des riches et des puissants, car avec la pauvreté peut parfois venir la colère. Résultat, l'Angleterre est un peu devenue un bunker vidéo-surveillé.

Il y a déjà plus de 10 000 caméras dans les rues pour Londres seule, et les effectifs policiers ont été augmentés au fur et à mesure des années. Une police qui a progressivement pu imposer sa présence dans les rues par la



Magasin de téléphonie défoncé, Londres, août 2011.

brutalité, à tel point que son arrogance est devenue, lors de ces dernières émeutes, un des arguments principaux de la haine anti-flic qui s'est déchaînée. Pour réponse immédiate, l'État envoi 16 000 flics supplémentaires pour maîtriser les émeutes dans la capitale.

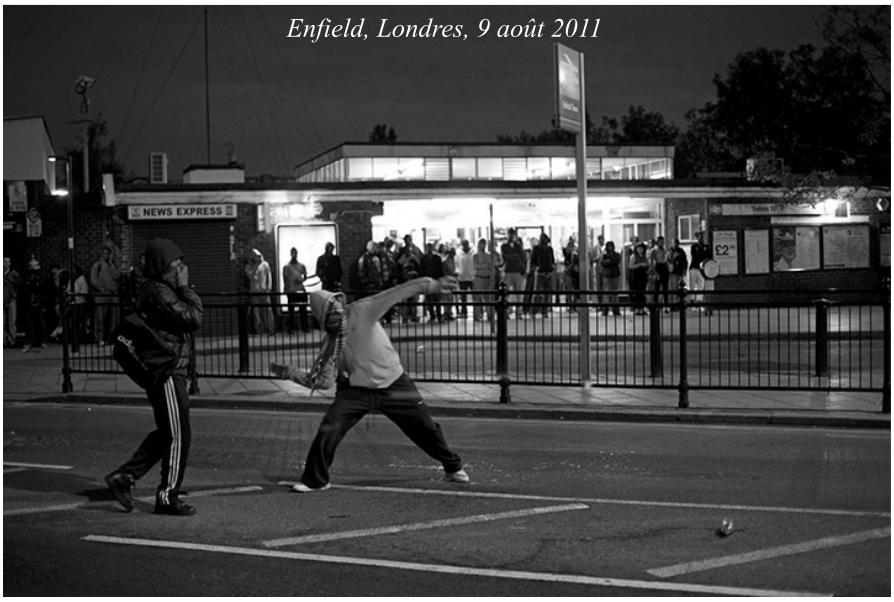
Les prochains textes de cette brochure reviendront en détail sur le déroulement de ces émeutes qui ont eu lieu du 6 août 2011 au 10 août 2011 dans certains quartiers de Londres d'abord, puis dans toute la ville pour se propager dans d'autres grandes villes industrielles comme Birmingham, Liverpool, Manchester et Bristol, mais aussi Nottingham, Wolverhampton ou West Bromwich.

Le Premier ministre David Cameron, ainsi que la ministre de l'intérieur Theresa May, le maire de Londres, Boris Johnson, et le chef de l'Opposition Ed Miliband ont mis fin en urgence à leurs vacances et sont rentrés dans la capitale dans le cours de la journée du lundi 8 août. Cameron assiste alors à une réunion de crise au COBR[1] et, le 9 août, déclare sur le perron du 11, Downing Street, à l'adresse des émeutiers, que s'ils sont «assez âgés pour commettre de tels crimes, ils le sont aussi pour être punis par la loi ». L'objectif des autorités est clairement de sortir du climat insurrectionnel observable depuis le week-end, si ce n'est de donner un coup d'arrêt au phénomène d'amplification des violences sur le territoire. À cette fin, tout le personnel de sécurité a été rappelé. La Metropolitan Police a annoncé son intention de faire usage de balles en caoutchouc pour disperser les perturbateurs si nécessaire. Face aux émeutes, des groupes d'autodéfense commencent à se constituer dans la nuit du 8 août. Dans le quartier de Croydon, très touché la veille, les devantures de boutiques sont barricadées dès 17 h le 9 août. Dans la nuit du 9 au 10 août, si la situation semble s'être calmée à Londres, des incidents éclatent à Manchester, Salford, Liverpool, Wolverhampton, Nottingham, Leicester et Birmingham, où trois hommes, qui faisaient partie d'un groupe d'autodéfense chargé de protéger une station-service et des boutiques, trouvent la mort qu'ils avaient cherchée en se mettant dans cette position milicienne de protection de la marchandise, renversés par une voiture. Le 10 août, le Premier ministre autorise la police à utiliser des canons à eau. Une session extraordinaire du Parlement se tient le 11 août.

Gouvernement et médias ont joué à la fois sur le tableau répressif, et sur celui plus psychologique, de la propagande. Les couvertures des journaux ne sont que torrents de haine et de mépris pour les émeutiers. Ce sont des imbéciles, des criminels, des psychopathes, des gangs, des terroristes... tous les qualificatifs sont bons pour stigmatiser cette jeunesse en rage. Beaucoup d'attention a été portée par les médias et la gauche sur le fait que les émeutiers ont attaqué « leurs propres communautés ». On nous ressort le coup de


Supermarché defoncé à Ealing, Londres ouest, 9 août 2011

la balle dans le pied de novembre 2005...La propagande du pouvoir est relayée par l'opposition, par une grande partie de l'extrême-gauche et de façon plus anecdotique par une bonne partie du mouvement anarchiste organisé, pour qui ces émeutes n'étaient pas l'œuvre de sujets « conscients », mais celle de jeunes désaxés avides de marchandises. En somme un grand classique pour de nombreux révolutionnaires, toujours plus enclins à chier sur les révoltes réelles, leur paraissant trop spontanées, trop humaines, trop réelles, qu'à se révolter eux-mêmes. Prenons par exemple le communiqué de la North London Solidarity Federation, qui, alors que personne ne lui avait rien demandé, affirme qu'elle ne peut, « d'aucune manière soutenir des attaques contre les travailleurs et les innocents », faisant référence au « saccage de moyens de transports en commun employés principalement par les classes populaires ». Prenant soin de mâcher le travail de la police au passage, « nous ne sommes aucunement impliqués dans ces émeutes et actes pillages », ils finissent par appeler les gens à s'organiser *contre* les émeutes : « les gens doivent s'unir pour se défendre quand de telles violences menacent leurs maisons et leurs communautés. » Et de fustiger le manque de direction : « la légitime colère des émeutiers serait beaucoup plus puissante si elle était dirigée collectivement et démocratiquement ». Un communiqué assez symptomatique[2] du malaise gauchiste face à la spontanéité de ceux qui n'ont pas lu les mêmes livres moisis de poussière qu'eux.



Enfield, Londres, 9 août 2011

Au même moment, un citoyennisme haineux a trouvé la place de s'exprimer en pleine rue avec la bénédiction d'une partie de la population, des médias et des politiciens. Des manifestations sont organisées alors que la situation commence à se calmer. Les manifestants sont armés de balais et de seaux pour « laver les rues ». Des volontaires participent au grand nettoyage du foutoir généré par les émeutiers, portant fièrement des t-shirt et des pancartes affirmant que les émeutiers sont des « racailles » et prononçant des discours extrêmement violents à l'encontre des révoltés, comme ce fut le cas dans le quartier de Clapham à Londres. Le schéma d'une manifestation sécuritaire pour renforcer les possibilités d'une guerre entre les pauvres n'est pas nouveau. On a pu constater ce type de stratégie du pouvoir dans le quartier de Belleville à Paris avec les manifestations « Sécurité pour tous » ponctuées de lynchages racistes contre les « voleurs »[3]. Ce mouvement a été initié par une campagne Twitter au doux nom de « Riot Clean-Up ». L'ambiance y est bon enfant, on lève son balai, on chante des slogans réactionnaires, on applaudit la police et les pompiers. Le maire de Londres, Boris Johnson, présent lors de ces manifs nauséabondes a vu la foule lui scander « Where's your broom ? » (où est votre balai ?), avant qu'on lui en tende un qu'il a symboliquement levé pour les caméras. Pour le pouvoir et ses médias, cette initiative, qu'ils n'hésitent pas à comparer au mouvement de solidarité apparu pendant le Blitz allemand de la seconde guerre mondiale, est évidemment une aubaine, au moment même où la propagande du pouvoir anglais s'attache à *racialiser* et *communautariser* les violences, comme à son habitude. Ce qui provoquera le fait que contrairement aux émeutiers très mélangés en terme d'origines, les milices de commerçants, elles, ont été « mono-ethniques ». Un modèle qui peine à s'importer en France, malgré les milices de commerçants de la « communauté asiatique » d'Aubervilliers.

Quelques mois après les émeutes, la police intensifie toujours fortement son activité de terreur punitive dans les quartiers pauvres. Des quartiers entiers sont parfois bouclés afin de permettre à des équipes mobiles de mener le plus grand nombre de perquisitions possible en traînant un maximum de gens devant les tribunaux, puis dans les prisons. Rien qu'à Londres ces opérations massives ont offert plus de 2000 arrestations, avec une moyenne d'environ cent par jour depuis la fin des émeutes. Les médias informés à l'avance des ces opérations,



sont sur place en avance pour produire leurs images de propagande. La police affirme rechercher des milliers de personnes différentes impliquées selon elle dans les troubles. A travers le pays, 40 000 heures de bandes de vidéo-surveillance sont en cours d'examen, un travail qui sera fait sur plusieurs années selon la police, promettant des arrestations jusqu'à loin dans le futur.

A chaque grosse opération les médias mettent en avant l'« héroïsme » des fics, ces bandes de lâches surarmés qui s'introduisent par surprise chez les gens pour les séquestrer dans leur sommeil. Et de l'autre côté, on fustige avec un flot continu de venin, les acteurs de la révolte. Le 11 août par exemple, une cinquantaine de flics fait main basse sur Churchill Gardens Estate, un quartier de Pimlico à Westminster. Une opération couverte par les grands médias. *The Daily Telegraph* titre alors « Les pillards d'Angleterre ont reçu une dose de leur propre médecine », osant comparer l'incomparable : la violence institutionnelle et celle des opprimés.
Le même jour à Lambeth, une gigantesque rafle est menée par 120 flics défonçant les portes et traînant les gens dans la rue. Il y aura plus de cent rafles de ce genre en un jour. Un grand nombre de flics en noir, armés et cagoulés, violant les domiciles familiaux par les portes avant et arrière, réveillant les enfants en les pointant de leurs flingues, leur ordonnant de sortir sur leur palier en sous-vêtements et sous la menace d'une arme pendant que leurs appartements sont ravagés par une tornade.

Cette vengeance crue de la société implique toutes les institutions de l'Etat. Des allocs sont sucrées aux familles des personnes soupçonnées d'avoir participé aux troubles pendant que les tribunaux font leur travail de mort de jour comme de nuit, alors que les juges reçoivent des directives confidentielles les enjoignant à condamner systématiquement par de la prison ferme toute forme de participation, qu'elle soit active ou passive, aux émeutes. Les prisons se remplissent donc à craquer, la proposition de réquisitionner des bateaux pour en faire des prisons temporaires a même été évoquée. Pendant ce temps-là politiciens et médias réclament et annoncent de lourdes peines. La police et toutes sortes de milices citoyennes investissent les « réseaux sociaux » sur internet, et les images des médias, des caméras et des téléphones portables sont affichées dans les rues, les journaux et la toile pour permettre à la police d'identifier des gens par le biais de la délation. Sur la façade du centre commercial Debenhams, à Londres, on appelait les honnêtes gens à dénoncer les « rats à capuche ».

On peut citer le cas d'Amed Pelle à New Basford, jeté en prison pour deux années et neuf mois dans un procès expéditif pour avoir écrit sur Facebook qu'à « chaque noir assassiné, il y aura un million de flics tués ». Rien ne permettait au tribunal d'avancer que l'accusé avait participé aux émeutes, il n'en était pas question. Plus grave encore, deux autres hommes ont eux été condamnés à quatre années de prison ferme pour « organisation d'émeutes sur Facebook » *(sic)* qui n'ont même pas eu lieu dans le Nord-Ouest, il s'agissait en fait d'une blague, mais la justice, elle, ne blague plus. On peut citer de nombreux autres cas, comme les seize mois de prison ferme pour avoir léché une glace pillée auparavant par un autre. Le 12 août, *The Daily Mail* titre : «Après des jours à se prendre des briques et des cocktails molotovs, c'est l'heure de la vengeance ».

Face à l'abondance des pillages (dus à la volonté de la police d'éviter les affrontements directs perdants) et plus généralement face à la grande diversité des pratiques expérimentées lors de ces émeutes, il y aura toujours de fines bouches, radicales ou non, pour s'indigner de telle ou telle autre pratique, débordement ou erreurs de telle ou telle autre « catégorie » d'émeutiers. Oui, il y a eu des habitations parties en fumée (qui n'ont heureusement pas fait de victimes), oui il y a certainement eu des dérives ici ou là.

Il faut se débarrasser de cette vision obtuse des mouvements de révolte massive vus comme une masse homogène, coordonnée, motivée par les mêmes buts. Ces quelques jours d'émeutes ont été très chaotiques, ce qui a contribué au mutisme de la foule et son absence de porte-parole ou de revendication à l'ennemi. De fait n'importe qui peut y participer, il n'y a pas de videur à l'entrée, ni d'entrée du tout. Et on ne peut pas jeter sa morale pourrie sur des milliers d'émeutiers pour les actes de quelques-uns en décalage avec ce qui se passe.

Dans les journaux anglais, on nous dit que l'« opinion publique », de droite comme de gauche, impute prioritairement les désordres à la défaillance des parents, à la culture de gang, aux comportements criminels et à l'insuffisance des peines de prison, loin devant les inégalités sociales, le chômage ou les coupes budgétaires. Pour Peter Oborne, analyste politique en chef au *Daily Telegraph*, les émeutes révèlent la « décadence morale» de la société britannique tout entière, la culture de la vénalité et de l'impunité. Ed Miliband, chef de l'opposition travailliste, fait écho à cela en dénonçant une « crise des valeurs » tandis que le premier ministre Cameron pointe du doigt l'« effondrement des structures familiales et la dépendance excessive envers l'État ». Dans les journaux français on nous parle d'un « malaise social ». Les sociologues et journalistes progressistes nous rotent à la gueule leurs analyses socio-culturelles à deux francs sur la « composition sociale » des émeutiers, les psychologues nous bassinent avec leur complexe d'œdipe et les récupérateurs s'amusent à plaquer leurs idéologies rances sur la colère des révoltés. Nous nous foutons de tout ce manège démocratique. A vrai dire, nous nous foutons arbitrairement de savoir si ces émeutes sont « politiques » ou non, ou si les rebelles sont « conscients », ce qui nous importe c'est qu'elles permettent à ceux qui les font d'entrevoir un peu de la liberté et de la jouissance qui peut les attendre dans la destruction et dans l'affrontement avec l'autorité, et de rendre cet éclat souhaitable et contagieux.

En tant que révoltés, notre solidarité va à tous ceux qui ont combattu la police et le règne du fric pendant ces quelques jours, car cela pourrait bien nous arriver, en France comme ailleurs, une solidarité qui exprime sa complicité avec les « coupables » en premier lieu.

Octobre 2011,
Ravage Éditions.

Notes

[1] Les Cabinet Office Briefing Rooms (COBR, parfois appelé Cobra) à Whitehall sont les dispositifs de coordination des secours mis en place en Grande-Bretagne en cas de catastrophe.

[2] Que s'empressera d'approuver et relayer l'organisation CNT-AIT en France, qui était pourtant l'une des seules organisation libertaires à critiquer sérieusement le paternalisme de ses organisations sœurs après les émeutes de 2005 en France.

[3] cf *Lucioles n°4*, bulletin anarchiste du Nord-Est de Paris : *luciolesdanslanuit.blogspot.com*



DEROULEMENT DES EMEUTES

Ci-après, vous trouverez une liste de faits bruts mis côte à côte par nos soins. Chacun de ces faits, détaillés de façon chronologique, sont reliés entre eux, de prés ou de loin, par les émeutes anglaises d'août 2011 auxquelles se consacre cet ouvrage. Il ne s'agit pas de relever de façon exhaustive tous les faits, d'abord parce que nous n'en sommes pas capable, mais aussi parce que cela n'est pas forcement intéressant. En outre, il faut garder en tête en la lisant, que la source principale (mais pas la seule) de cette liste est la presse britannique.

Début août

• Des petits groupes d'anarchistes masqués et habillés de noir ont causé de nombreux dégâts dans le centre de Londres pendant les manifestations contre les coupes budgétaires des mois précédents. En réponse, le Bureau du Contre-Terrorisme de la police appelle à dénoncer les anarchistes à la police sans délai. Un extrait de la note : « L'anarchisme est une philosophie politique qui considère l'État indésirable, inutile et nuisible et promeut au lieu de cela une société apatride, ou l'anarchie. Toutes les informations concernant les anarchistes doivent faire l'objet d'une dénonciation à votre poste de police local. » Une note de la police de Londres publiée à l'intention des milieux d'affaires et du grand public à Westminster. Mais elle a d'abord été publiée par le commissariat de Belgravia dans le cadre du projet Griffin qui vise « à conseiller et familiariser l'encadrement, les agents de sécurité et les employés du secteur public comme du secteur privé dans la capitale, à propos de la sécurité, de l'anti-terrorisme, de la prévention et de la lutte contre le crime ».

Jeudi 4 août

• Un homme de 29 ans, Mark Duggan est assassiné dans le quartier pauvre de Tottenham, dans le nord de Londres, par la police qui voulait l'arrêter. Il décède sur les lieux mêmes de la fusillade. La police déclare que Duggan était armé (ce qui est vrai) et qu'il a tiré sur les policiers (ce qui est faux, un des flics blessé l'a été par des tirs d'autres policiers).

Samedi 6 août

• Entre deux et trois-cent personnes manifestent en fin d'après-midi, depuis Broadwater Farm pour finir devant le commissariat de Tottenham pour demander « justice » après la mort de Mark Duggan.

• En début de soirée, devant le mépris des flics lors de la marche et le tabassage d'une adolescente, deux véhicules de police garés à proximité du commissariat sont attaqués, avant d'être incendiés.

• Un bus à deux étages et plusieurs véhicules sont brûlés, des magasins pillés, des distributeurs de billets fracassés, et de nombreux commerces dévastés par les flammes.

• Un véhicule de la BBC est pris pour cible.

• Un photographe du *Mail on Sunday* est tabassé, plusieurs équipes de journalistes doivent quitter les lieux pour fuir la violence.

• Les flics se font caillasser et viser par des cocktails Molotov, 26 sont blessés et huit hospitalisés ce soir-là.

• Soixante-et-une personnes sont arrêtées.

Dimanche 7 août

• Vers 3 heures du matin, des centaines de personnes pillent quasiment tous les magasins du centre commercial Tottenham Hale, situé à moins d'un kilomètre de l'épicentre des émeutes débutées quelques heures plus tôt.

• Les pompiers interviennent à 49 reprises entre samedi soir et dimanche dans ce quartier alors qu'en milieu de matinée, la police fait encore face à des émeutiers dans la zone.

• La famille de Mark Duggan appelle au calme. « Nous ne tolérons pas ce genre d'actions », déclare le frère de la victime, Shaun Hall. « Je sais que les gens sont frustrés, ils sont en colère en ce moment, mais je vous demande, s'il vous plaît, d'arrêter. » Ce qui bien sur n'a eut aucune influence sur la suite des événements.

• En début de soirée, des incidents éclatent dans d'autres quartiers de Londres, dont Brixton (où trois policiers sont blessés) Waltham Forest, Walthamstow, Islington, Ponders End, Chingford Mount, Oxford Circus (dans le centre-ville) Dalston et Walthamstow, et à Enfield (nord) où des magasins sont vandalisés et pillés, et une voiture de police détruite.

• Neuf flics sont blessés, dont trois percutés par une voiture.

• À Brixton, dans le Sud, un grand magasin d'articles de sport a été détruit par le feu et des pilleurs ont dévalisé une autre boutique. Les vitres de restaurants McDonald's et KFC ont été brisées et maculées de tags.

Lundi 8 août

• En fin d'après-midi, les émeutes font tache d'huile dans la capitale, gagnant notamment Hackney, (à quelques kilomètres du stade des jeux Olympiques de 2012) où des barricades sont montées et une voiture de la police détruite, mais aussi les beaux quartiers de Notting Hill et Clapham, ainsi que Peckham (sud), Lewisham, Camden, Newham, Bethnal Green, East Dulwich, Croydon (où un camion-satellite de Sky News est attaqué, et plusieurs reporters locaux brutalisés), Woolwich et Ealing à la périphérie (où des véhicules de police sont détruits, et un supermarché réduit en

cendres), et d'autres villes du pays, Bristol (sud-ouest), Leeds, Liverpool (nord-ouest), Reading et Birmingham (centre), où un poste de police est incendié.

• A Notting Hill, quartier riche, un restaurant de luxe doublement étoilé et ses clients sont attaqués. Une bourge témoigne : « la porte d'entrée en verre s'est brisée. Des gens avec des sweats, masques et armes ont surgi », le temps de dépouiller les clients de leurs bijoux, portefeuilles et téléphones portables. « Le personnel du Ledbury s'est alors précipité vers les pillards avec des rouleaux à pâtisserie, des poêles à frire et autres ustensiles de cuisine dangereux, réussissant à faire fuir les vandales. Puis ils nous ont offert des verres, dont on avait bien besoin, y compris du champagne et du whisky. Quand ils ont cru que les voleurs allaient revenir, ils nous ont fait entrer dans les toilettes en nous demandant de verrouiller les portes. Quelques minutes plus tard, ils nous ont conduits dans la cave à vins avant de nous y enfermer. »

• Un restaurant de Birmingham appartenant à Jamie Oliver, chef médiatique, a également été saccagé.

• De nombreux magasins et véhicules sont saccagés et incendiés, et plusieurs stations de métro doivent être fermées à Londres.

• La fabrique de disque Sony d'Enfield, un immense entrepôt du groupe Sony, est pillé puis ravagé par les flammes.

• Downing Street (siège du premier ministre) annonce que David Cameron écourte ses vacances en Italie et rentre dans la nuit de lundi à mardi à Londres dans un avion militaire.

• Le maire de Londres, Boris Johnson, annonce lui aussi qu'il va écourter ses vacances et revenir au plus tôt.

• 6 000 flics supplémentaires sont déployés dans la ville.

• RIM, le constructeur des téléphones BlackBerry, annonce qu'il « coopérerait pleinement avec le ministère de l'Intérieur et les forces de police britanniques » si quelque chose lui était demandé. Comme par exemple balancer aux flics les personnes se donnant rendez-vous dans la rue via SMS.

• Parallèlement, une campagne de délation commence, relayée par les flics, la presse et par des sites internet.

• 334 personnes ont été arrêtées depuis le début des émeutes.

• A Denver, dans le Colorado, aux États-Unis, une voiture de flic est défoncée. Action revendiquée en solidarité avec les émeutes anglaises.

Mardi 9 août

• « C'était comme une zone de guerre. C'était l'anarchie la plus totale », dixit un habitant de Ealing (zone résidentielle et verdoyante de l'ouest de Londres) commentant les évènements de la veille. Un émeutier de Hackney confie : «C'est nous contre eux, les policiers, le système. Ils appellent tout ça du pillage et de la criminalité, mais ça n'a rien à voir. C'est juste la haine profonde du système ».

• Un bilan fait état de 113 millions d'euros de dégâts, que la police londonienne doit régler, en vertu d'une vieille loi sur le coût d'émeutes urbaines. Mais aussi 80 millions de livres de manque à gagner pour les commerçants, et 170 millions d'euros à rembourser par les assurances.

• Le matin, la police londonienne arrête trois personnes soupçonnées de « tentative de meurtre » contre des flics. Elles auraient tenté d'écraser un policier qui voulait arrêter leur voiture, dans la nuit de dimanche à lundi, les soupçonnant d'avoir participé au pillage d'un magasin à proximité.

• Réunion d'urgence du gouvernement au terme de laquelle David Cameron annonce une réunion du Parlement en session extraordinaire jeudi et l'augmentation des effectifs policiers à Londres de 6.000 à 16.000 dès mardi soir. Il promet qu'il fera « tout ce qui est nécessaire » pour ramener l'ordre dans une stratégie de tolérance zéro envers les émeutiers, après quatre nuits de pillages et incendies volontaires à travers l'Angleterre.

• Depuis le début des émeutes, plus de 450 personnes ont été arrêtées à Londres.

• Le match amical de football Angleterre - Pays-Bas prévu mercredi 10 août au stade de Wembley à Londres est annulé par la Fédération internationale.

• Un homme de 26 ans, blessé par balle dans une voiture lundi soir lors des émeutes à Croydon (Londres), succombe à ses blessures.

• A Salford (Grand Manchester), les émeutiers affrontent la police à coup de pierres, de nombreux commerces sont pillés et incendiés. Un cameraman de la BBC est agressé. 46 personnes sont arrêtées.

• A Nottingham, plusieurs postes de police, dont ceux de Canning Circus, Meadows, Oxclose Lane, Bulwell et St Ann's sont pris pour cible. Une voiture de police garée devant le poste de Meadows est également incendiée.

• A West Bromwitch et Wolverhampton (centre), de nombreux véhicules sont incendiés et des magasins pillés, tandis que quelques barricades se forment.

• Dans le quartier de Toxteth, à Liverpool, deux camions de pompiers et un véhicule de police sont incendiés. Quelque 200 personnes affrontent la police et saccagent des magasins. La police arrête 37 émeutiers.

• À Gloucester, dans l'ouest, un bâtiment à l'abandon est mis à feu. Des véhicules sont aussi incendiés et des jeunes attaquent la police à coups de pierres et de bouteilles.

• D'autres émeutes ont lieu à Birmingham, Cambridge et Leicester (centre) ou encore à Milton Keynes, au nord de Londres.

• Tôt le matin, un fourgon anti-émeute est incendié devant le poste de police de Bishopston à Bristol. L'action est revendiquée par des anarchistes dans un communiqué. Extrait : « Pendant que nous avons fait cette action, nous pensions à tous ceux tués par les flics, arrêtés pendant les émeutes ».

• Toujours à Bristol, durant les émeutes, un véhicule d'Eon est incendié sur William Street ainsi qu'une BMW de luxe dans le quartier St Paul en solidarité avec les arrêtés de cette nuit-là et d'après un communiqué publié par des anarchistes. Extrait du communiqué : « Faites attention, masquez-vous. Trouvez une opportunité, prenez la. »

Mercredi 10 août

• A Birmingham, trois miliciens qui patrouillaient pour protéger des commerces (notamment une station-service) sont percutés volontairement par une voiture ; ils décèderont peu après. Trois suspects sont interrogés le vendredi suivant par la police dans le cadre de l'enquête ouverte pour homicide.

• Nouveaux affrontements entre police et émeutiers à Eltham (sud de Londres).

• Dans la journée, la police métropolitaine (MET) annonce avoir procédé à 768 arrestations à Londres et fait état de 111 blessés dans ses rangs.

• Cameron autorise la police à utiliser des balles en caoutchouc et les canons à eau pour disperser les émeutiers.

• A Enfield, Eltham et Southall, des groupes de citoyens et de commerçants se forment pour empêcher tout départ d'émeute. La police déclare que ces groupes « entravent ses opérations ».

• Dans la soirée, des incidents opposent les flics à 200 nervis d'extrême-droite à Eltham (dont plusieurs membres de l'English Defense League, parti xénophobe).

• A Madrid en Espagne, deux camions de l'entreprise GDF-SUEZ sont incendiés. Un communiqué revendique l'action, il se termine par : « Pour Mark Duggan, ni oubli, ni pardon ».

Jeudi 11 août

• Les locaux du journal Bristol Evening Post sont pris pour cible. Toutes les vitrines de la devanture à portée sont brisées ainsi que quelques autres en hauteur, et la façade maculée de peinture. Le journal estime les dégâts à 20 000 livres. Le communiqué revendiquant l'action pointe le rôle éminent des journalistes dans la répression qui s'amorce. L'Evening Post n'a cessé de publier des photos et des appels à la délation des émeutiers, justifié à plusieurs reprises le meurtre de Mark Duggan et insulté violemment les émeutiers.

Un ADN masculin est collecté sur place par les flics, menant à une perquisition dans un squat de Bristol avec plus de dix camions de flics. L'homme recherché n'a pas été trouvé par les flics, mais cela n'était qu'un prétexte, puisque les flics y ont saisi des ordinateurs, portables, tracts etc. pour mener leurs investigations politiques. Le Bristol Evening Post, dont des journalistes étaient naturellement présents sur les lieux de la perquisition en même temps que les flics, a beaucoup participé à l'effort policier dans cette opération.

• La police ouvre une enquête pour meurtre après le décès d'un homme de 68 ans, découvert dans une rue de Londres après avoir affronté des émeutiers. Le sexagénaire a succombé à ses ardeurs citoyennes dans la soirée.

• Dans la soirée, des incidents éclatent à Banbury (Oxford) et Dunstable (Bedfordshire), où des commerces sont incendiés.

• Peu après minuit, une antenne de transmission de la BBC est mise à feu dans le quartier de Bedminster Down à Bristol. Un communiqué signé par des anarchistes revendique cette action, on peut y lire « force à tous ceux incarcérés et à tous ceux qui combattent les porcs dans les rues. Pour l'attaque permanente. »

• Cameron annonce débloquer 30 millions de livres pour aider les commerçants à réparer les dégâts. Il évoque la possibilité d'instaurer un couvre-feu, et un déploiement de l'armée si les émeutes se poursuivent.

• La présence d'au moins 16 000 flics dans les rues de Londres est confirmée jusqu'au weekend.

• On dénombre 922 personnes arrêtées rien qu'à Londres, dont 401 inculpées.

• Une cinquantaine de clichés de suspects, capturés par des caméras de surveillance, sont exposés à la vue de tous sur un écran géant monté sur une camionnette, et ce de 7 heures du matin à 19 heures jusqu'à samedi dans le centre-ville de Birmingham. « C'est la première fois que ce système de camionnette est utilisé pour exposer les photos des suspects recherchés par la police », souligne l'inspecteur Mark Rushton sur le site de la police locale, qui se prévaut d'utiliser « les dernières technologies » pour exhiber les suspects.

• Face à l'afflux inattendu de prévenus, les juges des tribunaux de la capitale et d'autres grandes villes anglaises siègent toute la nuit pour juger et incarcérer à la chaine les rebelles. Cameron défend : « On a vu dans nos rues des comportements totalement révoltants, et envoyer un message clair selon lequel cela était mal et ne sera pas toléré est exactement ce que le système judiciaire doit faire ».

• A Zurich, en Suisse, huit vitres d'une filiale de la banque cantonale suisse sont brisées. Des inscriptions laissées sur place : « Londres partout » et « Liberté ».

Vendredi 12 août

• Des tribunaux à Londres, Birmingham et Manchester sont restés ouverts pour la deuxième nuit consécutive pour traiter des différents dossiers d'infractions présumées.

• Le premier ministre et le maire de Londres proposent d'expulser les locataires des logements sociaux en cas de participation directe ou indirecte aux émeutes.

• La police londonienne annonce avoir effectué 1051 arrestations et 591 mises en accusation dans la capitale britannique à la suite des émeutes et des pillages de ces derniers jours.

• Au total, plus de 1.500 personnes ont été interpellées en Grande-Bretagne dans le cadre des émeutes.

Samedi 13 août

• Cameron évoque la possibilité d'installer William Bratton (ex-chef de la police dans les villes américaines de New-York, Boston et Los Angeles) en tant que conseiller spécial.

• Un communiqué anonyme est publié qui revendique l'attaque en début de soirée (19h30) de trois voitures banalisées de la police à coup de briques sur Trinity Road à Bristol, ainsi que l'attaque quelques jours plus tôt (dans la nuit du mardi 9 au mercredi 10 août) contre les vitres de deux banques sur White Ladies road à Bristol également. Extrait : « Ces deux actions sont en solidarité avec la dernière

en Angleterre. Entretenons les flammes jusqu'à ce que les villes soient réduites en cendres. »

Dimanche 14 août

• Scotland Yard estime à 2 140 le nombre d'arrestations depuis le début de la révolte, pour à peu près 1 000 inculpations.

• Dans le quartier de Battersea à Londres, un groupe de personnes attaque une banque RBS avec des pierres, deux inscriptions sont laissées sur place : « Solidarité avec les rebelles » et « Feux à toutes les prisons ». Un communiqué précisera que l'attaque était en solidarité avec les émeutiers réprimés.

• A Berlin, en Allemagne, les vitres de la banque Sparkasse sur Heinrich-Heine Straße sont brisées, une inscription est laissée sur place : « UK brennt » (Angleterre brûle). Un communiqué revendique en solidarité contre la répression des émeutes.

Mardi 16 août

• A Portland dans l'Oregon, aux États-Unis, le commissariat de police de SE 47th & Hawthorne Street a ses vitres brisées. L'action est revendiquée plus tard en solidarité avec les émeutiers britanniques et signée « quelques anarchistes ».

Jeudi 18 août

• A Fresno en Californie (USA), des molotovs sont lancés dans le parking sous-terrain d'un commissariat où sont garés des voitures de flics ainsi que les véhicules personnels de ceux-ci. Deux voitures brulent, un communiqué rendu public affiche sa solidarité avec les émeutiers de Londres.

Samedi 20 août

• RIM, fabriquant des téléphones BlackBerry, se plaint d'attaques cybernétiques sur son site et ses bases de données. Un groupe de hacker, « TeaMp0isoN » revendique le piratage et menace BlackBerry de diffuser publiquement des informations sensibles volées par les hackers si l'entreprise continue de divulguer des informations à la police sur les émeutiers. Ils menacent notamment de divulguer aux émeutiers les noms, adresses et numéros de téléphone d'employés de la boite, ce qu'avait déjà fait « TeaMp0isoN » auparavant avec des fascistes britanniques.

• La police des West Midlands révèle des photos montrant des gens tirant sur la police, à Birmingham et Wolverhampton.

• A Newton (Birmingham), un hélicoptère de la police est visé par des tirs d'armes à feu.

Dimanche 21 août

• Une trentaine de personnes partent en manif anti-flics depuis le commissariat de Brixton jusqu'à la prison située sur Jebb Avenue, où ils échangent des cris avec les détenus, parmi lesquels : « Liberté maintenant ! », « La passion pour la liberté est plus forte que toutes les prison », « Flics, porcs, assassins », « Ni justice, ni paix, nique la police ». Voir le compte-rendu de cette manif dans cette brochure.

Mercredi 24 août

• Le weekend suivant, plus de 10 000 flics sont déployés dans la capitale pour sécuriser le prochain carnaval de Notting Hill.

Jeudi 25 août

• Twitter accepte de rencontrer la ministre de l'intérieur, Teresa May, à propos des émeutes. S'ensuivront Facebook et RIM (BlackBerry).

Lundi 12 septembre

• A Athènes, en Grèce, deux engins incendiaires composés de bombonnes de gaz explosent devant les entrées d'un magasin Marks & Spencer dans le quartier de Psihiko et d'un magasin Benetton rue Stratigi.

Lundi 19 septembre

• A Bristol, un supermarché Tesco et une banque Lloyds sont attaqués, leurs vitres et distributeurs de billets brisés. L'action est revendiquée quelques jours plus tard, en solidarité avec les personnes arrêtées pendant les émeutes.

Samedi 24 septembre

• A Bristol, plusieurs véhicules de la Serious Crime Squad (brigade criminelle de choc) sont recouverts de peinture, l'action sera revendiquée en réponse aux déclarations de son Detective chief inspector William White contre les émeutiers et ses promesses de les trainer de gré ou de force en taule.

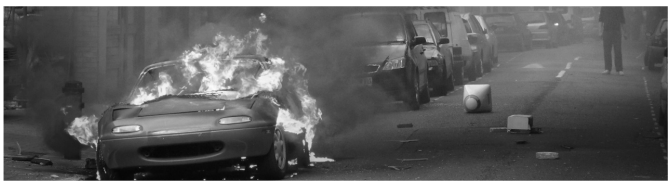
• A Norwich, un 4x4 est mis à feu sur le parking du commissariat de police d'Hoveton. Incendie volontaire selon les flics.

Dimanche 25 septembre

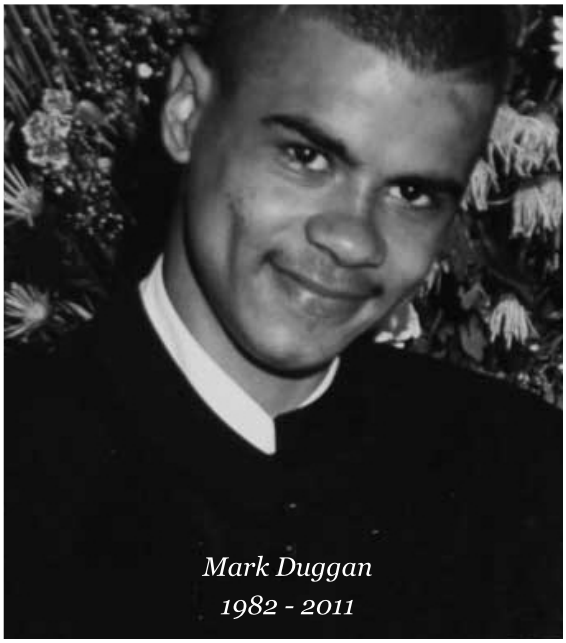
• Nouvelle série de raids à Londres, quarante suspect sont interpellés suite aux investigations de Scotland Yard sur des chats virtuels et « réseaux sociaux ».

• La ville de Londres est mise en alerte et plus de 10 000 flics sont mobilisés en prévision d'éventuelles nouvelles émeutes avant le carnaval de Notting Hill après l'attaque incendiaire par des hommes masqués d'une camionnette de la police (avec des flics dedans) à Edmonton dans le Nord de la capitale. Les flics n'ont pas été blessés. L'enquête révélerait selon la presse qu'il s'agirait d'une attaque au cocktail molotov, que des traces d'« accélérant » ont été trouvés sur place par les enquêteurs et que les molotovs auraient atterri juste à coté de la camionnette en pleine patrouille de routine.

• Une filiale de la banque Lloyds TSB de Fishponds à Bristol est attaquée, toutes ses vitres brisées. Action revendiquée en solidarité avec les émeutiers et les pillards qui font face à la justice, et avec ceux ayant échappés à ses griffes.



LA LUTTE CONTRE L'EXISTANT CONTINUE



Mark Duggan
1982 - 2011

Jeudi 4 août, Mark Duggan, *« un gars réglo et respecté »* (des mots du rappeur londonien Chipmunk) de Tottenham, quartier de Londres, a été criblé de balles alors qu'il rentrait chez lui dans un taxi, par une foule de flics armés de pistolets mitrailleurs Heckler & Koch MP5. Mark, 29 ans, père de quatre petits enfants, vivait dans le quartier de Broadwater Farm Estate, un quartier pauvre majoritairement Afro Caribéen. Un quartier célèbre depuis l'émeute de 1985 après que Cynthia Jarrett, 49 ans, s'est effondrée et est morte d'une crise cardiaque alors que la police perquisitionnait son domicile. Durant l'émeute de 85, le policier Blakelock, fut tailladé à mort avec une machette. Aujourd'hui, des mots mêmes d'un habitant du quartier, *« si vous êtes de Broadwater Farm Estate, la police est sur votre dos chaque jour, on ne vous permet pas de sortir du quartier, et si vous en sortez, ils vous surveillent »*. Ils ont surveillé Mark Duggan, et il en est mort.

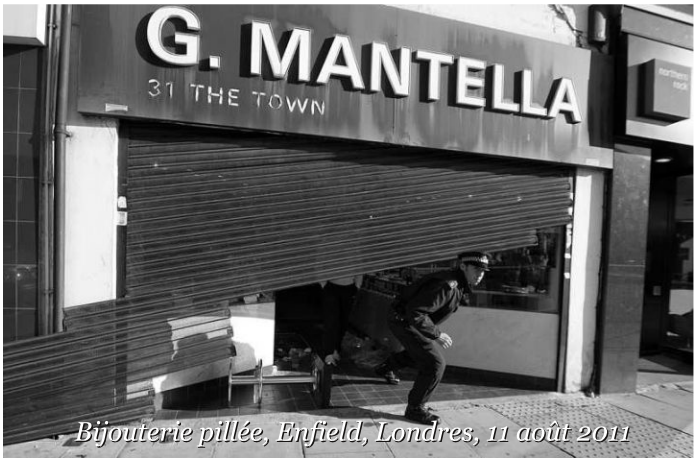
Le 6 août, l'arrogance des tueurs en uniforme face à une marche des amis et de la famille de Mark, additionnée à l'attaque brutale d'une fille de 16 ans par la police lors de la marche, fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase.

Cette nuit-là à Tottenham, le commissariat de police a été attaqué, des voitures de police incendiées, un de ces fameux bus londoniens à deux étages réduit à l'état d'épave par les flammes, des photographes de presse battus et dépouillés de leur équipement pour les décennies de mensonge qu'ils ont propagées. Des vitrines de banques brisées. D'innombrables magasins pillé, les marchandises jetées partout dans les rues. De jeunes gens ont prit d'assaut un McDonald et se sont fait cuire des hamburgers et des frites. La colère éclaircissant l'esprit, elle s'est projetée à la tête des flics. La fureur collective contre ce dernier assassinat policier s'ajoute à l'intimidation permanente et à l'humiliation d'être arrêté et fouillé quotidiennement, aux leçons de morale, aux fausses promesses, à la vie inutile, au no futur, au désir d'affirmation d'un statut inaccessible, à l'augmentation des taxes et des impôts, au chômage et aux coupes budgétaires, aux quatre millions de caméras de vidéo-surveillance, aux vigiles à l'entrée de chaque magasin, à la colonisation de l'espace urbain restant par des bars branchés remplis du bavardage bruyant de ceux qui peuvent se permettre d'être insouciants, tout cela et tant d'autres choses que nous ne savons pas ont participé et donné de l'eau au moulin de la volonté de briser l'invisible barrière qui maintient tout cela en place.

Les otages de la prison ouverte, les jeunes gens des ghettos de Londres, se sont soulevés et le cauchemar des capitalistes s'est finalement matérialisé lorsque que le dernier maillon de la chaîne de consommation et de soumission s'est brisé, éclatant dans une mêlée générale quand, dans un flash d'illumination, la solution au dilemme existentiel est trouvée : MUST HAVE/CAN'T HAVE = TAKE. C'est simple : apprenez et appliquez-le, en brûlant au passage le commerce après l'avoir pillé.



Hackney, Londres, 8 août 2011



Bijouterie pillée, Enfield, Londres, 11 août 2011

Les troubles s'intensifient, un plus grand nombre de personnes arrivent chaque jour dans le quartier, répondant aux appels sur twitter à venir se battre contre les flics et piller les magasins. Les jours suivants, le soulèvement s'étend à beaucoup d'autres parties de Londres et en avant vers d'autres villes.

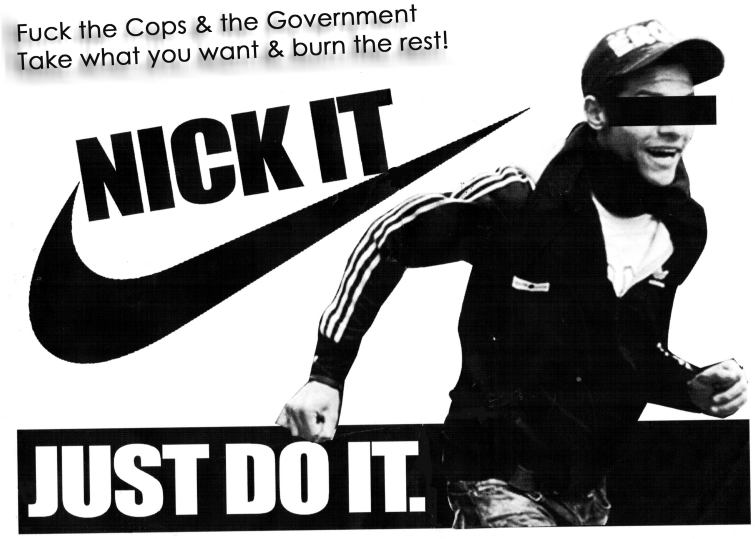
La colère s'étend alors jusqu'à Nottingham, Manchester, Bristol, Gloucester, Liverpool, Birmingham. Dans beaucoup de ces *« incidents »* les émeutiers échappent à la catégorisation ou la quantification. Une chose est sûre qui n'est pas rapportée car délibérément ignorée, est cette saveur antiautoritaire dans ces affrontements, le gouvernement et les entreprises stigmatisant implacablement les gens de *«racailles»*, de *« voleurs »* et des autres basses rengaines habituelles de diabolisation. Un échec total, puisque rien n'a pu empêcher les jeunes de s'identifier au soulèvement, il suffit de voir comment les émeutes se sont reproduites et étendues rapidement, et comment elles n'avaient besoin que d'une étincelle pour commencer à briser la Paix de la Reine[1]. Les reportages des médias dominants deviennent incroyablement conventionnels et cérémonieux, et les patrons font le décompte des dégâts dans le but d'atteindre leurs objectifs politiques, rediffusant les mêmes images en boucle, recouvertes des condamnations habituelles des présentateurs télé stéréotypés et de leurs tentatives de rassurer l'audience. Le désordre diffus ne s'arrête pas. Les gens qui n'ont plus peur sortent de chez eux, se rassemblent pour attaquer et prendre tout ce qu'ils peuvent.

La police est débordée et battue par les petits groupes fluides qui n'attendent pas de se faire écraser, mais qui, au lieu de cela, se déplacent rapidement, propageant la peur chez ceux qui ne peuvent pas s'identifier comme appartenant à la foule des émeutiers.

Quelques anarchistes et autres *« rebelles conscients »* se sont précipités vers les signaux de fumée à l'horizon. Certains seulement pour s'arrêter en chemin, et dans de nombreux cas venant sur les lieux comme de simples spectateurs d'un scénario jamais imaginé dans leurs rêves les plus sauvages : les foules de jeunes gens faisant la queue à l'extérieur des magasins des grands boulevards comme des clients aux soldes de janvier, forçant calmement leur voie à l'intérieur des magasins sous le regard fixe et implacable des rangées de flics anti-émeute, réapparaissant plus tard avec des sacs énormes, et même des chariots, débordant de marchandises. Ailleurs, derrière les barricades improvisées dans la hâte, érigées et mises à feu par des gamins du quartier, on se prépare à saluer ses ennemis quotidiens - les flics dans leurs camions anti-émeute - avec des volées de bouteilles et de pierres. L'outsider, immédiatement reconnaissable par l'âge et la couleur, est considéré avec soupçon. Qui êtes-vous ? que voulez-vous ? Dans de nombreux quartiers, le gang local, stimulé par le changement momentané dans l'équilibre des forces dans les rues, commence à voler les voitures des gens et à fuir avec ou les brûler, ou à saccager et piller des petites épiceries de quartier, attirés seulement par le bénéfice du



Bus à deux étages incendié à Tottenham, Londres, 6 août 2011



affiche trouvée sur les murs de londres

chaos destiné à faire diversion pour que d'autres petits groupes puissent organiser et amorcer leurs propres attaques. Pour certains, vêtements noirs et masques faciaux sont un signe d'illégalité organisée, commandant le respect en conséquence.

Chaque quartier et environnement particulier crée des possibilités et des modes de coopération et de confrontation différents. Encore des jours après les heurts, l'air est changé dans les coups d'œil et l'atmosphère entre ceux des différents secteurs des émeutes, ayant vécu quelques temps sous la même règle. Le combat ouvert contre la police et le système qu'elle défend a une fonction unifiante pour la résistance massive contre tous les régimes.

Très rapidement, il devint clair que la tactique policière de tenir ses positions et d'observer les pillards vider les magasins, étrange en apparence, n'avait rien d'accidentelle, comme cela avait déjà été annoncé par les médias les plus droitiers, la police laisserait la situation évoluer pendant trois jours avant la mise en place de grandes vagues répressives. Une thèse qui a par la suite disparu des journaux. Cette tactique standard de la contre-insurrection britannique, développée dans les colonies et en Irlande du Nord, est utilisée dans les étapes préliminaires d'une insurrection sociale pour essayer de créer une situation de chaos où toutes les contradictions du désordre social peuvent se renforcer, afin de forcer la fausse question : *« voulez-vous qu'un régime autoritaire maintienne l'ordre par la répression, ou voulez-vous "le chaos sans foi ni loi" ? »* La question est posée par le pouvoir aux masses serviles, utilisant la rébellion comme épouvantail.

La police a retiré son personnel des secteurs les plus sérieusement affectés, donnant l'espace aux émeutiers pour littéralement se lâcher complétement - permettant ainsi à la violence d'atteindre un tel niveau que l'intensification qui aurait résulté de l'agrégation d'autres catégories (comme les gauchistes, les étudiants en colère ou les anarchistes) serait empêchée.

La ligne de front des émeutes - contre les flics, les commissariats de police, les médias, les politiciens, a commencé à disparaître au fur et à mesure que les cibles de ces attaques battaient en retraite ou étaient battues, ce qui canalisa les forces de ces masses incontrôlées vers la réquisition de marchandises. Le dessein était de garantir la sécurité des forces de police après leur défaite dans les rues pour préparer les opérations massives de répression, à travers l'utilisation de la vidéo-surveillance, de la délation et des enquêtes - et provoquer l'adhésion, amplifiées par les médias, de ceux qui s'identifient au système du travail et de la loi, exigeant que la police mette en application des mesures de répression sévères. Des répercutions que l'on a non seulement pu constater dans les petites milices de commerçants et de nationalistes britanniques, mais aussi dans la vaste complainte des citoyennistes pour une société-prison ouverte d'individus strictement contrôlés, et prêts à contrôler les autres.



Bijouterie attaquée et dévalisée
au Bullring shopping center à Birmingham, 8 août 2011

Mercredi 10 août, le moment qu'attendait tant le pouvoir, sous une forme ou une autre, arriva enfin. Trois jeunes hommes défendant des commerces locaux[2] à Birmingham sont tués quand une voiture les renverse. Une



Pillage à Hackney, Londres, 8 août 2011

Une perte irréparable pour ceux qui les connaissaient et les aimaient, une victoire considérable pour le pouvoir. Le discours ému d'un des pères dans son appel à la « paix » (mais combien de rivières de larmes ont été versées ce jour pour les fils tués par le moloch capitaliste partout sur la planète ?) est implacablement exploité par l'ennemi de classe, de même que l'entente résultant de ces événements entre communautés Sikhs et Musulmanes pour défendre leurs structures est dépeinte comme un triomphe de la démocratie. La politique de division qui caractérise le pouvoir britannique a contribué à la partition de l'Inde et à la création du Pakistan, une opération qui a abouti à plus d'un million de mort, une opération qui a été effacée des annales de l'histoire. Rule Britannia ! Ce paradis multiculturel digne de Disney-land est une mosaïque fragile de populations pillées cherchant à survivre, vivant au coude à coude chacun avec leurs misérables perspectives d'inclusion ou d'exclusion selon leur capacité à collaborer, à se soumettre et à s'automutiler.


Des citoyens-flics lèvent leurs balais pour le maire de Londres Boris Johnson, Clapham, Londres, 9 août 2011

Une partie de l'équation qui a été totalement ignorée au cours de ces derniers jours sont les producteurs des marchandises tant convoitées eux-mêmes. Le crime fleurit sur des idées fixes. Le caractère sacré de la propriété est une de ces idées fixes et est le crime par excellence souvent agité devant la masse des déshérités. De même que la guerre est déconnectée du meurtre dans le psychisme de l'homme ou de la femme moyenne, le pillage des ressources de la planète et la soumission des esclaves invisibles de la production est totalement absente de leurs diatribes contre le *« vol »* et le *« pillage »*. Qu'est-ce qu'un magasin des grands boulevards en flammes comparé à l'existence du magasin lui-même ? Chaque supermarché est une *« scène de crime »*, MacDonald et Coca cola sont de véritables moteurs de destruction massive. Après la glossolalie des reportages sensationnalistes s'échappant des téléprompteurs sur les émeutes, le froncement de sourcils désapprobateur de la présentatrice éructe dans un sourire radieux lorsqu'elle annonce les nouvelles : Apple a surpassé Exxon Mobile pour devenir *« la société la plus valeureuse du monde »*. Merveilleuse Apple, un tel style, des gadgets tellement chics et smarts. Peut-être les profits remarquables doivent être attribués au bon management comme nous pouvons le lire dans la presse quotidienne : *«l'homme qui dirige maintenant Apple, Tim Cook, avait un travail délicat à accomplir l'année dernière. Après que presque une douzaine d'ouvriers se soient suicidés à Foxconn, usine sous-traitante d'Apple en Chine, il prit l'avion pour rendre visite à la société - et mit la pression pour qu'elle améliore ses conditions de travail. Une solution a été trouvée : accrocher de grands filets anti-suicide contre les bâtiments de l'usine ».*


Incendie des entrepots de Sony, entiérement détruits à Enfield, Londres, 9 août 2011



Enfield, Londres, 9 août 2011

Voir les événements récents comme des choses qui ne concernent pas les anarchistes et autres rebelles est aussi absurde que de les prendre simplement pour leur valeur quantitative et rejoindre la fête des pillages pour un instant de satisfaction rapide ou pour être *« dans la réalité de la lutte »*. Cela ne veut pas dire rester à la maison sans risques de se trouver à coté de ces émeutiers « avides » et amoraux. Qu'est-ce qu'un mouvement principalement composé de réparateurs de bicyclettes, de décroissants et de végétaliens ou sa contrepartie moralisante d'anarcho-travaillistes a à voir avec l'expropriation d'écrans plasma et de survêtements de marque ? La ligne de démarcation, que les anarchistes ne peuvent pas digérer malgré leur héritage, est que les protagonistes indociles des jours passés ne se battaient pas pour la cause noble de la liberté, mais se battaient pour eux-mêmes. Eux qui ont été aliénés et rabougris par la réalité vorace dans laquelle ils sont nés, jetés dans le feu de l'action dans un assaut immédiat contre l'oubli. Maintenant ils sont diabolisés par ceux qui *« savent mieux »*, pour leur manque de *« conscience politique »* et d'altruisme. Dans de telles situations, les anarchistes peuvent seulement faire le point et chercher à mettre dans leurs actions une projectualité déjà élaborée et expérimentée dans des petits groupes agiles. Ce qui est évident a propos de ce point d'ignition insurrectionnel est que le mouvement anarchiste, faute d'un meilleur terme, ici en Grande-Bretagne, est largement inadéquat pour être signifiant *en termes d'attaque* et de sa capacité à *préparer une ligne de vol au-delà de l'existant*, sans même parler d'une situation d'émeute massive.

Si le soulèvement a prouvé notre manque de préparation, si nous n'avons pas trouvé nos affinités, mis au point nos idées et mis en pratique des attaques minimales sur la réalité du terrain et de l'oppression de classe, ce n'est pas dans *« Les fils de l'Homme »* [3] que nous trouverons les meilleures indications pour étendre la lutte. Les anarchistes risquent de n'être pour les gens que des spectateurs passifs, des *« provocateurs »*, ou simplement de maladroits trouble-fêtes.

Des compagnons ont déjà commencé à tracer la trajectoire de leur propre projectualité, ils ont mis en pratique leur propre expérimentation de l'attaque, qui s'est aussi matérialisée au cours de ces derniers jours à côté ou à l'intérieur des émeutes, contre les structures du Dieu Consommation et de ses serviteurs, sans drapeaux, sans bannières ni slogans politiques tonitruants. D'autres se sont demandés comment aller dans cette direction, comment continuer maintenant que *« la société »*, ce grand mythe, l'escroquerie séculaire adaptée aux impératifs des cartels d'entreprises défendus par leurs serviteurs, le gouvernement, les flics et les médias, sont en cours de réaffirmation.

Maintenant la fête est finie, les images des cameras de vidéo-surveillance sont en cours d'analyse, le logiciel de reconnaissance faciale est déployé et les balances font la queue pour être payées. Les affiches *« Wanted »* sont montrées sur les énormes *« digi-camions »* conduits partout dans les villes. Les portes des gens sont cassées par des gangs hurlants de flics anti-émeute exerçant leurs béliers. On donne des ordres d'expulsion aux familles dans la vieille tradition fasciste de la punition collective. Les prestations sociales sont rompues. Des tribunaux d'exception travaillent 24/24 et 7/7 et les portes des cellules se ferment alors que les *« communautées »* sont polarisées dans un conflit ouvert. Presque 2 000 arrestations jusqu'ici. La Police et les politiciens discutent de qui a le plus aidé la

bataille entre twitter et facebook, qui ont finalement été sauvés de l'exil en devenant l'instrument des bons citoyens. Le balai a été volé à la sorcière dépravée pour devenir le symbole de la citoyenneté alors que des centaines de personnes balaient dans de nouveaux Civil Defence corps[4]. Les doux flics médiatiques sont durs au travail pour trouver la formule magique, la nouvelle super-glue pour tenir l'intenable. En marge, quelques bons anarchistes et gauchistes donneront un coup de main, sans doute.

Rien ne sera jamais pareil après ce qui est arrivé pendant ces quelques jours passés. Notre tâche n'est pas de regrouper nos forces parmi les récupérateurs, mais, en utilisant tous les moyens disponibles, de commencer à identifier des objectifs significatifs et contribuer à la création de conditions dans lesquelles les exclus, sur le dos desquels l'existant s'épanouit, peuvent faire quelque chose pour les détruire.
Nous nous mouvons dans une phase de nouveaux niveaux de répression, plus brutaux, plus fascistes, avec le consensus plein et entier de citoyens à nouveau réveillés, et engagés. La voie a été pavée pour l'acceptation de l'étape suivante du néofascisme britannique : les Jeux Olympiques et les installations massives d'outils de surveillance et de contrôle.

La lutte contre l'existant continue, ouvrant de nouvelles rencontres et de nouveaux champs d'expérimentation à combiner avec les ingrédients inflexibles de toutes nos interventions : l'affinité, la solidarité et l'auto-organisation de l'attaque.

Samedi 13 août.

Texte traduit de l'anglais par Ravage Editions, de Angry news from around the world. Notes des traducteurs

Angry news from around the world - *.http://sysiphus-angrynewsfromaroundtheworld.blogspot.com*

Notes

[1] La paix de la Reine (« Queen's Peace ») ou, pendant le règne d'un monarque masculin, la paix du Roi, est le terme utilisé dans les royaumes du Commonwealth pour décrire la protection à double portée du monarque, c'est à dire la protection du monarque par ses sujets et la protection de ses sujets par le monarque. Aujourd'hui, la Paix de la Reine est utilisée comme un synonyme de dignité de l'État, ou bien dans ce texte par exemple, comme synonyme de paix sociale.

[2] Ces trois hommes participaient en effet à des milices de protection de la marchandise, en étroite collaboration avec la police.

[3] Les Fils de l'homme (Children of Men) est un film de science-fiction anglais d'Alfonso Cuarón, adapté du roman éponyme de P.D. James. Les Fils de l'homme place le spectateur au cœur d'une dystopie dont le cadre est le Royaume-Uni en proie au chaos et à la guérilla urbaine dans un monde ravagé par les pandémies, les guerres et le terrorisme.

[4] Les Civil Defence corps était une organisation de volontaires civils établit en Grande-Bretagne en 1949 pour prendre le contrôle à la suite d'une attaque nucléaire. Il a été dissout en Grande-Bretagne en 1968. Il existe toujours sur l'Île de Man et en République Irlandaise.



Tottenham, Londres, 7 août 2011

TOTTENHAM CONTRE ATTAQUE


High Road, Tottenham, Londres, 6 août

Des centaines de personnes se sont rassemblées dans les rues de Tottenham, au nord de Londres, après que la police a tué un habitant du nom de Mark Duggan. Des barricades ont été érigées et de nombreuses voitures de police ont été brûlées durant les protestations qui ont eu lieu jusqu'à tard dans la nuit.
Dans l'après-midi de samedi [6 août 2011], les amis et la famille de Mark Duggan, l'homme de 29 ans tué par balle par la police jeudi [4 août 2011], ont marché de son domicile, dans le quartier de Broadwater Farm, jusqu'au poste de police de Tottenham. Ils ont attendu que quelqu'un sorte du poste de police pour entendre leurs revendications et donner des réponses sur la mort de Mark, mais ils ont été totalement ignorés.
Vers 21h, le Haringey Solidarity Group a rapporté sur Twitter les informations suivantes : Une émeute se déroule actuellement devant la boutique de flics de Tottenham en réponse au gars tué par les porcs cette semaine. Deux cents policiers anti-émeute déployés.

Alors que la soirée se poursuivait, des comptes-rendus et des photos sont parvenus comme quoi entre 300 et 500 personnes de tout le quartier étaient rassemblés sur la Tottenham High Road, et des photos de deux voitures de police mises à feu avec des bombes à essence ont été publiées par les médias dominants. Chants de « À qui sont les rues ? À nous ! » [Whose streets ? Our streets !] et « Nous voulons des réponses ! » pouvaient être entendus de la foule. Un manifestant de la marche partie de Broadwater Farm interviewé sur BBC News a déclaré que la police avait attaqué une femme de 16 ans avec des matraques, sans aucune raison, déclenchant une réaction de la foule qui jusque-là chantait simplement devant le commissariat. Un témoin oculaire decrit des policiers « courant et se cachant ». Ils ont en effet été incapables de contenir les foules qui avaient construit des barricades et chargeaient les lignes de police en utilisant des missiles de fortune et en brûlant des poubelles afin de garder la police à l'écart. Les affrontements ont duré un certain temps. La police et les manifestants ont formé des lignes et un autobus à deux étages a été incendié. Des rapports ont fait état de pillages et d'incendies dans le quartier, y compris dans le job center [équivalent de Pole-Emploi]. À 2h30, on dit sur Twitter que les émeutes se répandent à Wood Green, Turnpike Lane et Green Lanes, alors que la police essaie de briser les foules sur Tottenham High Road. Le centre commercial de Tottenham Hale a été pillé, notamment les magasins JJB Sports et PC World.



Channel 4 a cité "Jamal", un témoin oculaire, disant : « Ce sont nos objectifs, nous sommes ici pour dire à la police qu'ils ne peuvent pas nous maltraiter, nous harceler. On ne va pas tolérer cela, ce n'est que le début, c'est la guerre, et voilà ce que vous obtenez - le feu. »
Les images diffusées en direct par la BBC montraient des jeunes brisant les vitres d'une voiture de police vide. Les journalistes ont ensuite demandé aux manifestants pourquoi ils empêchaient l'équipe de cameramen de filmer. À la fois Sky News et la BBC ont retiré leurs équipes de tournage de l'émeute après que leurs équipes de tournages ont été insultées et attaquées. BBC et Sky ont cité le député local, David Lammy, qui affirmait que les gens dans la rue n'étaient pas représentatifs de la majorité des résidents de Tottenham. Cependant, leurs propres séquences montrent qu'un large éventail de la population locale, de milieux ethniques très différents, étaient debout ensemble et formaient des lignes contre la police. La police a insisté sur l'aspect "localisé" des événements, en affirmant qu'ils ne s'étendaient pas au-delà de Tottenham. Des récits de témoins ont contesté cela, et les médias dominants ont été effectivement exclus de la zone.

Tottenham a déjà été le théâtre d'importantes émeutes en 1985 en réponse à la mort de Cynthia Jarrett aux mains de la police. Tottenham a également été touché par les récentes mesures d'austérité du gouvernement, avec la fermeture de plusieurs centres sociaux ces dernières semaines.

Traduit de l'anglais de Libcom par Le Réveil et revu par Base de Données Anarchistes. 07/08/11

LES YEUX GRANDS OUVERT A LONDRES



Hackney, Londres, 8 août

Des visages souriants, certains derrières des écharpes et des cagoules. Nous sommes à Hackney, Londres. Ou alors c'était Hackney hier soir. C'est quelque part ailleurs ce soir, et ce sera encore ailleurs dans quelques heures à peine. Les sourires sont là parce que les rues ont été prises et parce que plus personne n'a peur de la police.

Certaines personnes disent que mettre le feu à une bagnole de flic n'est pas politique, que le pillage d'un magasin est un acte de voyou égotiste, que défoncer des vitrines est un acte irresponsable. Pour ceux qui disent que ce n'est pas politique, ils ont vécu dans cette ville avec les yeux clos, ne voyant pas les immenses inégalités grandissantes et la répression économique et sociale. La politique. Les politiques de logement. Les politiques urbaines. Les politiques sociales. Les politiques financières. Résultat : non seulement les gens vivent dans des apparts de merde, avec des boulots de merde, et subissent la merde de la police au quotidien, mais à l'horizon, on ne peut apercevoir qu'encore plus de merde avec les restrictions budgétaires atteignant de nouveaux pics.

Il y a ceux qui disent que ce n'est pas politique parce que les cibles sont mauvaises - des petites épiceries et quelques lieux d'habitation sont malheureusement a compter parmi les victimes. Ils disent aussi que ce n'est pas politique parce que le pillage sert plus le marché noir que la nécessité de se nourrir, ou parce que les gens volent des motos et des cameras aux spectateurs, mais il ne s'agit pas d'émeutes consciencieusement organisées comme certains ne semblent pas le comprendre. C'est une réaction, une révolte, l'éclatement d'une bulle de colère, de répression, du manque d'option et de possibilités, de l'ennui pur et de la dépression. Et quand cette bulle finit par éclater, tout peut potentiellement devenir cible de la vengeance d'un assassinat policier, mais il y aussi l'amusement, gagner du terrain et regagner du pouvoir sur sa propre existence pour un instant, et à travers toute la ville pendant quelques jours.

Comme dans toute action de rue, chaque personne impliquée a sa propre façon de s'exprimer, c'est-à-dire qu'il y a constamment des discussions et des disputes politiques entre les protagonistes sur les raisons et les actions à mener. Dire que ces personnes sont des bandits et qu'ils n'ont rien de politique est un mensonge. Comment la discussion et les actions contre le continuel harcèlement et les assassinats policier peuvent ils ne pas être politiques ? Comment les discussions sur les problèmes sociaux, les restrictions budgétaires du gouvernement contre les jeunes, le chômage, le manque d'une simple petite possibilité d'autonomie, ne peuvent elles pas être politiques ? Comment tant de personnes peuvent elles soudainement êtres perçues comme de banals voyous et criminels ?



Hackney, Londres, 9 août

Dans un article d'un journal, un nouvel habitant de Hackney se plaint de ne plus se sentir en sécurité dans le quartier, alors qu'il


Hackney, Londres, 8 août

pensait que les problèmes sociaux ou les fusillades étaient circonscrites aux gangs, aujourd'hui il est terrifié à l'idée de sortir de chez lui. Cela montre bien la ségrégation, même dans les quartiers les plus mixtes, et comment il est facile d'oublier les problèmes sociaux tant que les victimes sont jeunes et noires. Ces jours-ci, les victimes ne sont pas jeunes et noires.

Hormis la peur, comment réagissent les autres gens ? Certains sont furieux, furieux a propos de la destruction de quartiers déjà pauvres, certains sont organisés en milices et défendent leurs quartiers comme la communauté turque à Stoke Newington, chassant un groupe d'émeutiers hors de leur territoire, d'autres organisent des rondes et des discussions dans la rue pour imposer d'autres moyens de réagir au meurtre de Mark Duggan.

Troisième jour, et les sirènes ne cessent de crier à travers les rues. Tous les employés du centre de Londres ont été priés par la police de quitter le travail plus tôt et de rentrer chez eux afin d'éviter les émeutes nocturnes annoncées. Une réunion COBRA a été annoncée (cabinet office briefing room A) après que le premier ministre fut convaincu qu'il devrait écourter ses vacances toscanes pour prendre un avion pour Londres. Ont été mentionnées les balles en caoutchouc et l'augmentation des effectifs policiers qui semblent être le seul remède qu'ils veulent nous foutre au fond de la gorge contre une maladie sociale qui n'est devenue mortelle qu'après que la police ait tuée un homme.

Occupied London collective, 09.08.2011.
Traduit de l'anglais sur Base de Données Anarchistes, le 11 août 2011.

Occupied London collective - *http://www.occupiedlondon.org/blog*
Base de Données Anarchistes - *http://www.non-fides.fr*

ATTAQUE SUR LA POLICE DE BRISTOL REVENDIQUEE PAR DES ANARCHISTES

Tôt ce matin, nous avons mis le feu à un fourgon anti-émeute au poste de police Bishopston.
Nous nous réjouissons du soulèvement de beaucoup de jeunes brutalisés par l'État et marginalisés parce qu'ils établissent un nouveau rapport avec leur environnement, et avec d'autres insurgés quelconques ayant choisi la révolte dans toute l'Angleterre.
À tous les « citoyens » dégoûtés, étant capables de voir la violence de classe quotidienne, inhérente à cette société, seulement lorsque les tables sont retournées — à quoi vous attendiez-vous ?
Nous assistons à une nouvelle ère de la guerre urbaine reforgée par divers milieux de combattants sociaux — à l'intérieur de laquelle notre rôle en tant que révolutionnaires et anarchistes est de faire constamment avancer nos trajectoires et nos idées, d'étendre les attaques destructrices à de nouvelles zones et à de nouveaux niveaux d'engagement, de trouver des complices dans les heurts (où et quand nos désirs corrèlent) et de maintenir et d'étendre nos réseaux internationaux informels entre camarades.

Pendant que nous avons fait cette action, nous pensions à tous ceux tués par les flics, arrêtés pendant les émeutes, aux antifascistes emprisonnés dans ce pays.

Traduit de l'anglais de Indymedia Nottingham par Le Réveil, 10 août 2011.

Le Réveil - *https://lereveil.ch*

LONDON CALLING

(Belgique)



Peckham, Londres, 9 août

La capacité de l'homme à s'adapter aux circonstances ne connaît pas de limites. On peut lui imposer un milieu des plus affreux, fait de misère, de pauvreté, de prison ; lui enlever toute perspective de vivre une vie pleine et passionnée, tout espoir ; l'encourager même à commettre les actes les plus vils au nom de la patrie, de la morale, du maintien de l'ordre, et il ne bronchera pas. Il regardera ses pieds et s'adaptera aux circonstances. Cette capacité est le fil qui traverse toute l'histoire humaine, c'est le fil de la résignation, de l'acceptation de l'inacceptable, l'effacement de soi-même au nom du « moindre mal ».



Toxteth, Liverpool, 9 août

Mais il n'en est pas toujours ainsi, et il n'en sera jamais toujours ainsi. Ça aurait pu se passer autrement, là-bas en Angleterre, à Londres dans le quartier de Tottenham, où Mark Duggan a été tué par les balles de la police qui voulait l'intercepter. Ça aurait pu ne rien provoquer, engendrer quelques pleurs peut-être, mais rien de plus. Sauf que ça ne s'est pas passé de cette manière, l'acceptation de cet énième meurtre policier a dû faire place à une explosion de rage qui a vite embrasé quasiment toutes les grandes villes d'Angleterre. « Londres mis à feu et à sang » titraient les journaux pour décrire la colère. «Londres aux mains des émeutiers et de pillards» disait-on pour décrire les innombrables attaques contre des magasins, des supermarchés, des centres commerciaux, des bâtiments de l'Etat, des commissariats de police, des écoles et des milliers de gens qui ont déclenché une fureur qui fait d'une certaine manière écho à ce qui s'était passé en novembre 2005 en France ou encore en décembre 2008 en Grèce.

Cette révolte en Angleterre a éclaté avec une violence telle qu'on pourrait dire qu'elle contient toute la violence vécue au quotidien, dans tous les rapports sociaux. La violence du travail, de l'environnement empoisonné, de la concurrence effrénée entre tout le monde, de la misère, du loyer, de l'école, de l'Etat,… a trouvé aujourd'hui en Angleterre un écho dans la rue, un écho de révolte qui se met en contre, directement, sans dialogue politique aucun, sans trêve ni paix possible. Et si des saloperies ont bien pu se passer lors de cette révolte, comme ne cessent de répéter les médias, les défenseurs de l'ordre, le «soutien critique» de la gauche, les réformistes, les humanitaristes, la question reste de savoir ce qui est crapuleux et pourquoi ça l'est. Les opinions différeront.



Bijouterie pillée à Enfield, Londres, 7 août

humanitaristes, la question reste de savoir ce qui est crapuleux et pourquoi ça l'est. Les opinions différeront. Mais il faut être clair que ces actes ne sont rien comparées aux saloperies qui se passent tous les jours, justifiées et stimulées par le pouvoir (massacres, guerres, tortures, exploitation,…) ou par l'ordre social dans son ensemble (violence domestique, concurrence jusqu'à la mort, drogues et antidépresseurs pour oublier,…). Ils sont beaucoup plus un prolongement, une ombre d'un monde trop amoché qui puni le choix de ne pas vouloir marcher avec l'anathème du fou ou du criminel. Dans ce sens, on pourrait dire que la violence d'une révolte est libératrice quand elle se dirige contre ce qui nous opprime et enferme et qu'elle se différencie de la violence du pouvoir et de la société dans le sens qu'elle détruit des obstacles pour ériger un monde sur d'autres bases, tandis que le deuxième enchaîne, assujettit, protège l'ordre existant.

London Calling, cette première grande révolte à l'intérieur de l'Europe depuis les soulèvements dans le monde arabe. C'est peut-être un signe précurseur que les temps à venir seront marqués par de forts conflits, qui vont opposer ceux qui veulent maintenir l'ordre social actuel, et ceux qui veulent le renverser – sans peut-être encore savoir exactement ce qu'ils veulent mettre à la place. Mais la révolte doit de toute façon partir du *négatif,* de la négation de ce qui existe, pour libérer de l'espace et du temps pour construire d'autres rapports sociaux. Nous, anarchistes, voulons sans détours la destruction de l'ordre actuel fait d'exploitation, de riches et de pauvres, d'autorité qui écrase toute liberté sauf celle d'obéir aux chefs, de rapports asphyxiants entre les hommes, et nous n'avons pourtant pas de plan précis pour le remplacer. Mais par contre, nous avons un rêve et un désir de liberté qui nous pousse au combat. Dans ce combat, on peut rencontrer d'autres révoltés qui sont sur leur chemin à eux, et forger des complicités et des relations qui contiennent déjà en soi les germes d'un autre monde.

London Calling, car cette révolte n'est pas seulement un signe précurseur, mais aussi un *appel* à déchaîner les mauvaises passions. A ne plus avoir peur d'affronter ce qui détruit nos vies, d'arracher le masque aux moralismes qui condamnent les gens quand ils s'insurgent, et les louent quand ils commandent ou obéissent, de laisser nos yeux s'illuminer par le feu qui doit embraser ce monde putride. *London Calling*, un appel à d'autres révoltés sur le continent, à mettre le feu à la poudrière.

Extrait de *Hors Service n°21*, journal anarchiste, 18/08/11, Belgique.

Hors Service - *http://journalhorsservice.blogspot.com/*

CINQ POSTES DE POLICE ATTAQUES A NOTTINGHAM

Les émeutes ont éclaté à nouveau la nuit dernière à Nottingham lorsque cinq postes de police ont été attaqués avec des moyens incendiaires artisanaux (i.e. des bombes d'essence). Les postes de police Canning Circus, The Meadows, Oxclose Lane, Bulwell et St Ann's ont été pris pour cible par des émeutiers. Une voiture de police devant le poste des Meadows a également été incendiée.

La police de Nottingham a déclaré avoir arrêté plus de 80 personnes en lien avec les troubles et ils s'attendent à ce que ce chiffre dépasse 100. Dix personnes ont été arrêtées lors d'un incident impliquant des jeunes grimpant sur le toit de la Nottingham High School près de Forest.

Peu importe que les experts de classe moyenne genre homme-dans-le-pub prétendent que c'est l'œuvre de noirs profiteurs s'adonnant à des « pillages récréatifs », le fait est que la police était la cible primaire de ce soulèvement. La seule autre cible significative, la Nottingham High School, est un symbole de la richesses et des opporunités des élites : une école payante avec des grands bâtiments et un terrain énorme, à deux pas des quartiers ouvriers d'Arboretum, de Radford et de Forest Fields.

Je ne doute pas qu'il y ait eu des incidents d'opportunisme et de vandalisme de maisons et de voitures ouvrières, mais la cible principale était les gens qui gardent les pauvrent en bas - les flics qui brutalisent et criminalisent et les écoles qui excluent les « racailles ».

Traduit de l'anglais de Indymedia Nottingham par Le Réveil, 10 août 2011.



De gauche à droite: Commissariat de Bulwell à coup de pierres - Commissariat de Canning Circus à coup de pierres et de molotovs - Commissariat de Meadows à coup de pierres et barres

LONDON CALLING

(Italie)









Combien de fois est-ce arrivé ? Un jeune homme aux prises avec des agents en uniforme voulant l'arrêter ou l'humilier. Il tente de s'enfuir. Mais sa fuite, ou sa fière hostilité sont mal digérées par celui qui est habitué à être craint et respecté. Et pour cela, il rétablit son autorité contestée de la seule façon qu'il connait : la violence. Un, deux coups d'arme à feu et le jeune récalcitrant est remis en place. Nettoyé. Liquidé. Un exemple pour les autres, pour ses semblables. Mais un exemple qui parfois ne fonctionne pas. Il obtient un résultat diamétralement opposé à celui escompté. Au lieu de provoquer l'obéissance passive chez ceux auxquels il s'adresse, il déchaîne en eux une furieuse révolte.

Après les émeutes de Paris en 2005, après Athènes en décembre 2008, et à quelques semaines des évènements de San Francisco en juillet, c'est au tour de Londres. Jeudi 4 août, dans le quartier de Tottenham, la police a abattu un homme qui fuyait pour éviter l'arrestation. Il s'appelait Mark Dugan, avait 29 ans, une compagne et quatre enfants. Deux jours après, samedi 6, un rassemblement de protestation a lieu devant le commissariat du quartier. Parents de la victime, leaders communautaires et personnalités locales en sont les organisateurs. Ils demandent des réponses, exigent une explication aux institutions sur ce qu'il s'est passé. Avec le temps, le rassemblement enfle. Il y a des personnes qui pleurent, d'autres qui hurlent. Certains se dispersent, d'autres s'énervent. Au soir, il est devenu clair pour tout le monde que des autorités ne viendront ni réponses ni explications. Après les larmes, c'est désormais le sang qui emplit les yeux. Les véhicules de la police sont attaqués. Les bus sont attaqués. Idem pour les magasins. Après un fait pareil, rien ne peut continuer comme avant, rien ne doit continuer comme avant. Les désordres se poursuivent toute la nuit, plusieurs révoltés sont arrêtés, et des flics blessés. Le lendemain l'Angleterre se réveille ahurie. Comment est-ce possible ? Incroyable, mais maintenant, ils se sont défoulés une bonne fois pour toutes. Non, pas encore. Après Tottenham, c'est maintenant tout Londres qui est mise à sac : Enfield, Walthampton, Waltham Forest, Brixton,



Oxford Circus, Edmonton, Ponders End, Islington, Streatham, Turnpike Lane, Chingford, Leyton. Tous ces quartiers brûlent d'une nouvelle vie ; il n'y a plus de marchandises à payer, seulement des biens à prendre. Il n'y a plus d'uniformes à craindre et à respecter, mais juste des flics à affronter.

Le Dimanche 7 se termine avec un bilan de plus de cent manifestants arrêtés et trente-cinq policiers blessés (dont trois percutés par une voiture alors qu'ils procédaient à une arrestation). Les dommages causés aux magasins et commerces, saccagés et réduits en fumée, s'élèvent à plusieurs dizaines de millions de livres. Si tout cet argent peut être brûlé en une séance à la Bourse, pourquoi les êtres humains ne pourraient-ils pas le faire durant leurs émeutes ?

Abasourdis, ce lundi 8 août, les médias anglais se sont lancés dans les hypothèses les plus farfelues pour trouver une raison à ce qu'il s'est passé. Selon certains, la responsabilité incombe aux « musulmans ». Ce sont eux qui mènent la révolte. Aux dires des autres, les provocateurs seraient les « anarchistes ». Ce sont eux qui mènent la révolte. Puis il y a ceux qui la ramènent avec les « immigrés ». Ce sont eux qui mènent la révolte. Ils sont nombreux à blâmer, les ingrats du bien-être occidental. Quoi qu'il en soit, ceux qui pensaient qu'après le week-end tout serait rentré dans la normalité avec le retour au travail ont été déçus. Oui, parce qu'aujourd'hui, ce sont les quartiers de Hackney, Peckham, Clapham Junction, Camberwell et Lewisham qui se soulèvent, suivis par Croydon, Kilburn, Pembury et Tulse Hill. Comme hier, comme avant-hier. Révolte et saccage, saccage et révolte, auxquels auraient participé des personnes de toutes origines et de tout âge, même des gamins de treize ans. Et, pire encore, la révolte ne s'est pas seulement organisée, comme le démontre la circulation de tracts expliquant comment se comporter dans telle ou telle circonstance, également en cas d'arrestation (« Pas de panique, ne parlez pas »), elle a aussi dépassé les limites de Londres, se diffusant à travers le pays, à Birmimgham et Leeds, pour l'instant. Tandis que les flics se disent « choqués » par la violence directe dans les affrontements, le nombre des personnes arrêtées a dépassé les 200.

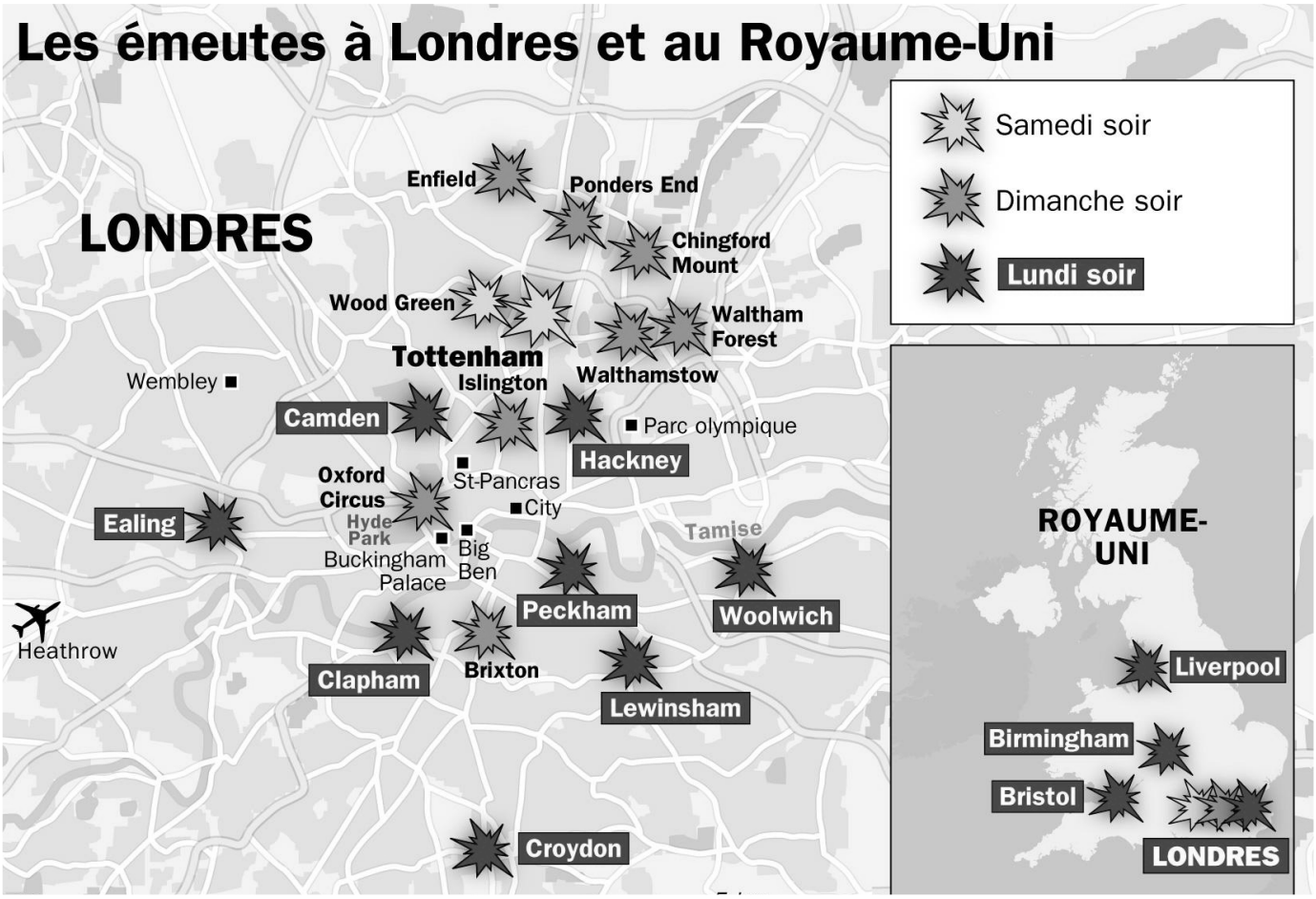
Pourquoi tout cela ? Parce que la vie que trainent les habitants de ces quartiers, de cette métropole, de ce continent, de cette planète est misérable, comme celle qui a été brisée par la police anglaise jeudi soir. Parce que Mark Dugan aurait très bien pu ne pas vivre à Tottenham, mais dans tout autre quartier pauvre, londonien ou non, dans n'importe quelle autre ville, anglaise ou non. Il aurait pu être notre voisin de pallier. Plus encore, il aurait pu être un de nous, n'importe lequel d'entre nous. Ce n'est pas sa couleur de peau qui a motivé le doigt qui a pressé la détente, mais sa non-appartenance au Parti de l'Ordre. Les émeutes de Londres prouvent que partout augmente la rage dans les confrontations au sein d'une vie privée de sens, de passion, de liberté, enserrée dans les murs de la survie quotidienne.

Et que cette rage réprimée n'a besoin que d'une étincelle pour exploser.

8 août 2011.

Traduit de l'italien par Ravage Editions depuis Finimondo.

Finimondo - *http://finimondo.org*



LES MOTS D'UN EMEUTIER

Je fais partie de ces enfants qui ont grandis dans les quartiers, qui ont rejoints des gangs et ont vendus de la drogue à l'école, faisant notre propre éducation dans la rue avec nos propres valeurs. De ceux qui ont prit ce qu'ils pouvaient parce que rien n'est donné à ceux qui n'ont rien. Cherchant toujours une occasion de baiser le système, je ne m'excuse pas pour ce que je suis. Je ne parle pour personne, je parle juste pour moi. Aucun gouvernement n'a jamais rien été d'autre que de la merde pour moi, tout comme les mots de mes parents, des professeurs, ou de la police, conspirant tous ensembles.

Leur monde n'est que mensonge et hypocrisie. Une loi pour les riches et une autre pour tous les autres. Ma seule façon de vivre est avec mes potes, comment nous gérons les choses. Je n'ai jamais eu de job dans ma vie que je n'ai pas quitté au bout de trois mois et autant que je sache, Je préfère aller en prison qu'à un travail qui m'exploite comme ça. Ces patrons qui prennent la vie et le temps des travailleurs sont les criminels, eux et les banques, qui gardent tout sous clés pour les riches. Tout ce que je nous vois faire est de prendre notre part de ce qui nous est du, et par tous les moyens.

Ces villes sont des décharges et le seront toujours. Nous n'en voulons plus désormais, et nous sommes une flopée. S'ils veulent quelque chose, les gens doivent l'obtenir en combattant.

Il n'y a absolument aucun espace pour la discussion avec la police ou les politiciens, parce que nous ne sommes rien que de la merde à leurs yeux. Ce texte sert juste à dire « fuck them ! ». Ils veulent nous balayer et tous nous enfermer. Nous convaincre que nous ne valons rien. Eh bien, chacun d'entre nous, nous sommes des gens qui prennent des décisions sur nos vies, « bonnes » ou « mauvaises », mais ce ne sont pas les riches qui doivent décider de comment nous menons nos vies, ni les porcs et les politiciens. Quand ils tuent l'un d'entre nous, toutes les villes doivent brûler.

Les idiots puissants et riches qui veulent contrôler les vies de chacun et les garder dans l'esclavage du salaire et de la souffrance doivent disparaître, « par tous les moyens nécessaires » comme disait Malcolm X. Ils ne travaillent que pour eux-mêmes, et la seule façon pour nous de devenir libre et d'avoir de meilleures vies est de se débarrasser d'eux.

Traduit de l'anglais par Ravage Editions
de *325 n°9*, septembre 2011.

325 - *http://325.nostate.net*

LEAVE THEM KIDS ALONE !



Beaucoup d'encre réelle et digitale a coulé autour des récentes émeutes britanniques. Rapide tour d'horizon des interprétations de plus ou moins mauvaise foi qui en ont été faites.
Les médias main-stream et les politiciens de tout bord crient un refrain monocorde d'une seule voix hystérique sur les voleurs et les voyous. Leur propos ont une drôle de ressemblance avec les déclarations des hommes au pouvoir lors du Printemps arabe. "Ces gens n'ont pas de vraies revendications" / "C'est de la criminalité pure et simple" : laquelle de ces déclarations appartient au respectable Cameron, laquelle appartient au redoutable Khadafi ?

Une fois encore, la soi-disante société civile et citoyenne est prête à soutenir un soulèvement populaire à la seule condition qu'il ait lieu dans des endroits lointains et inconnus. Mais quand la vague atteint le coin de leurs rues, ils n'attendent même pas une minute avant d'invoquer la terreur d'Etat pour réprimer ces émeutes. Une répression qui doit être brutale car en Angleterre les émeutes ne seraient pas une question d'autodétermination des peuples mais seulement d'écrans plats.
Ainsi certains, dans une combinaison revisité de paupérisme à deux balles et résignation catholique, pointent du doigts les *UK Riots* en tant qu'expression sublime de la consommation compulsive. Comme si les magnifiques gadgets numériques avec lesquels on s'amuse tous les jours devraient être une jouissance exclusive de ceux qui peuvent se les permettre. Comme si lorsque, au lieu de pleurnicher pour les miettes, nous prenons d'assaut la pâtisserie, nous serions des égoïstes.

Nul doute que le consumérisme aux stéroïdes des deux dernières décennies constitue une clé incontournable pour déchiffrer les émeutes anglaises. Mais on s'arrête souvent à une lecture partielle. Pour nous, les émeutes de ces jours constituent plutôt un prisme qui scinde assez clairement le capitalisme contemporain : on arrive à distinguer sur une échelle collective ce que nous avons tous vécu sur notre peau dans nos quotidiens. On peut être en même temps insurgés et esclaves de la société de consommation. Ce n'est pas justement de cette caractéristique unique que la bête tire sa plus grande force ?
Des autres reprochent aux *riots* un manque de revendications précises. Propos plutôt amusant de la part d'une classe politique qui n'a pas la moindre idée de comment sortir de la grande crise du capitalisme financier que nous traversons aujourd'hui. Surtout que le message des émeutes britanniques est peut-être la seule posture politique claire de ces derniers temps : redistribuer de haut en bas, tout et tout de suite.

D'autres soulignent une fois de plus le rôle crucial de la toile en tant que nouveau champ de bataille qui ressort dans toute son ambivalence. En effet, si les réseaux sociaux font peur au point que les gouvernements (tant au Maghreb qu'au Royaume-Uni) pensent en bloquer l'utilisation, Internet est aussi devenu l'outil de délation privilégié par les bien-pensants.
Ce que l'on constate assez clairement - et que les sociologues à deux balles et nazillons en quête d'identité se fassent une raison - c'est la transversalité ethnique et générationnelle des émeutiers. Sous les capuches, on entrevoit des peaux de toute couleur et des gens de tous âges, dans un métissage social qui redéfinit les horizons du possible.

Quant à nous, nous tirons le constat que l'Europe forteresse est une poudrière qui vit désormais non seulement une guerre ouverte contre ce qui est dehors mais aussi une paix armée avec ce qui est dedans. Le détonateur de cette situation explosive est d'une tragique banalité. Dans tout quartier, en tout moment, les chiens de garde de l'État peuvent mordre trop violemment et déclencher la rage contre les humiliations quotidiennes.
Les valeurs des politiciens télévisés s'éloignent inexorablement de la population, les masques du grand guignol de la société occidentale tombent, les frontières entre propriété légitime et vol n'intéressent plus personne. « La propriété c'est le vol, on va voler la propriété » : au moins pour ce qui concerne cela, le prolétariat n'a jamais été aussi conscient…

Le Réveil, 13 août 2011.

RETOUR SUR LA REPRESSION DES EMEUTES DE LONDRES



Le scénario nous a d'emblée paru familier : un assassinat policier présenté dans un premier temps comme de la légitime défense, la colère des proches à laquelle sont opposés la matraque et le déni politique et judiciaire, et la révolte. Puis la propagande médiatique et la répression judiciaire. On pense immédiatement aux révoltes de la Villeneuve, à Grenoble, qui firent suite au meurtre de Karim Boudouda, un *« délinquant »*, tout comme Mark Duggan, cet habitant de Tottenham abattu par la police, présenté comme *« chef d'un gang du nord de Londres »*, un *« voyou lié au trafic de drogue »*.

Que la rage explose après la mort d'un « coupable » et non d'un « innocent » indique peut-être que des camps s'affirment, que ce n'est plus seulement la violence policière qui est visée, mais également la justice, la ligne de partage entre *« délinquants »* et *«victimes»/«citoyens»* qu'elle s'acharne à tracer. Nous sommes allés à Londres au lendemain des révoltes pour tenter de voir comment s'organise la répression — avec plus de 3000 arrestations et 1000 procédures judiciaires ouvertes[1] — et comment les révoltés et leurs proches y répondent.

Un assassinat policier

Le 4 août, Mark Duggan, un habitant de Tottenham, un quartier populaire du nord de Londres, est exécuté par la police. Ce jour-là, la *« Met »*, la police londonienne, qui surveille Duggan depuis un certain temps, veut procéder à son arrestation. À 18H, Duggan reçoit une balle dans la poitrine. Dans un premier temps, les autorités, relayées par les médias, parlent d'un échange de coups de feu, initié par Duggan, et invoquent donc tout naturellement la légitime défense : Duggan, le *« chef de gang »*, aurait ouvert le feu sur les flics — pour preuve, l'impact de balle sur la radio de l'un d'entre eux — qui n'auraient eu d'autre choix que de répliquer, le blessant mortellement. Pourtant le 12 août, les conclusions de l'IPPC[2] et de son expertise balistique viennent contredire la version de l'échange de coups de feu : Duggan n'a pas tiré, l'arme qu'il portait sur lui (un pistolet à alarme) n'est jamais sorti de sa chaussette. Quant à l'impact de balle retrouvé sur la radio de l'un des agents, elle provient de l'arme d'un de ses collègues. À ce rapport, viennent s'ajouter les témoignages de passants qui avancent que les policiers ont sorti Duggan de la voiture avant de l'abattre à bout portant[3]. Le 6 août, les proches de Duggan et des habitants de Tottenham se rendent au commissariat de Tottenham afin de demander des comptes. Les flics répondent au rassemblement devant le commissariat en tabassant une jeune fille de 16 ans, membre de la famille Duggan : c'est le début des révoltes.

Les révoltes

La semaine de révoltes a enflammé plusieurs villes importantes de l'Angleterre : parties de la capitale, elles se sont très vite étendues à Leeds, Liverpool ou encore Manchester. À Londres, ce sont des dizaines de magasins qui sont pillés, grands et petits. Les images d'habitants, cagoulés ou non, excités ou sereins, s'échappant des magasins de luxe aux vitrines explosées, avec dans les bras écrans plasmas, consoles de jeux vidéos ou simples vêtements, ont fait le tour du monde. Ces premières images serviront aux autorités pour réduire ces révoltes à un pillage opportuniste : éditorialistes, politiques, « experts » s'épancheront tout au long des émeutes sur cette figure du jeune qui préfère voler plutôt que travailler, profiter du système plutôt qu'y contribuer. Une jeunesse dont le redressement doit se faire par les prisons, ce que confirmeront les peines prononcées pendant ce mois durant lequel la justice d'exception va frapper. Une jeunesse qui n'aurait assimilé des valeurs bourgeoises que le matérialisme égoïste et consumériste, et à qui il resterait à

inculquer par la force le goût de l'effort au travail et la soumission à l'autorité, dans un pays où la haute bourgeoisie assume beaucoup plus qu'en France son existence, ses valeurs et son mode de vie.

À Londres, « pillards » et grands bourgeois peuvent souvent se croiser au détour d'une rue, à une station de métro, car ils habitent parfois à quelques rues les uns des autres. La ségrégation urbaine et sociale y est, bien plus qu'à Paris, une réalité vécue rue par rue, quartier par quartier, brouillant l'opposition française entre centre et périphérie/banlieue. La conséquence est simple : frapper en bas de chez soi à Londres peut très vite signifier piller l'autre camp : c'est souvent dans la rue voisine que s'étalent voitures de luxes, belles vitrines et objets de valeur. En France, les émeutes donnent plus rarement à voir des scènes de pillage de grands magasins : nous sommes davantage habitués à celles de voitures brûlées ou d'établissements publics attaqués (Écoles, commissariats, bibliothèques, etc). Une ségrégation urbaine plus marquée en France et un État souvent considéré comme l'ennemi direct (notamment au travers de sa police) jouent nettement dans cette cartographie des révoltes et dans le choix des cibles à détruire.

Comme en France, les autorités anglaises ont tenté de racialiser les émeutes dans le but de les désamorcer et afin que médias, justice, prison, et maisons de correction puissent réaffirmer la légitimité de la domination raciale, de la domination des classes populaires. Contrairement à la France où, de Vaulx-en-Velin à Villiers-le-Bel, les révoltes sont systématiquement attribuées à un ennemi intérieur au profil bien déterminé (jeune homme de banlieue, fils d'immigrés issus des anciens pays colonisés), l'Angleterre a cette fois eu bien du mal à racialiser la catégorie du *« pillard »*, de l'émeutier[4]. Il s'est agi pour les autorités et les médias de tracer une ligne de partage au sein des communautés issues de l'empire colonial britannique, entre celles réputées dociles et celles qu'il faut davantage surveiller. Il fallait opposer les *« bonnes »* communautés aux *« mauvaises »* : distinguer les Pakistanais défendant leurs commerces des pillards et, plus largement des communautés déstructurées qui comprennent les Noirs dans leur ensemble ainsi que les sous-prolétaires blancs qui ne sont quant à eux pas identifiés en tant que communauté[5].

Il faut souligner qu'en Grande-Bretagne, la *« communauté »* est invoquée dans les deux camps, par l'État et par les membres de ces communautés. Si en France, la classe politique se plaît à attribuer les émeutes au *« communautarisme »*, la situation est différente en Angleterre. En effet, si l'existence de communautés est tolérée, voire encouragée dans certains cas, ces dernières doivent s'auto-policer. Quand une communauté devient fauteuse de troubles, c'est qu'elle n'est pas *« tenue »* par ses dirigeants, qu'elle a laissé le champ libre à sa composante criminelle et/ou intégriste. La communauté reste acceptable, voire désirable parfois — quand elle garantit la paix sociale, constitue un enrichissement économique et culturel pour le pays — mais doit être rappelée à l'ordre quand elle est le support de comportements antisociaux ou s'en prend à l'autorité de l'État, au *« vivre-ensemble »*. Tant que les communautés caribéennes ou jamaïcaines par exemple, organisent des défilés ou des événements culturels, leur existence en tant que communauté peut-être saluée, mais dès lors qu'elle est le vecteur d'une révolte contre la police ou l'État (les émeutes de Brixton ou celles de Broadwater Farm), elle devient un corps étranger, d'où la rhétorique récurrente des *« émeutes ethniques »*. Car bien entendu, tout comme en France, il est inimaginable de parler de communautarisme majoritaire, de communautarisme blanc, et la domination raciale est réinscrite dans la répression des communautés turbulentes.

Face à la difficulté de définir un profil racial homogène des assaillants, — tant les révoltés provenaient d'origines différentes et tant les Blancs étaient nombreux dans les rangs de la révolte — les autorités anglaises vont chercher à orienter les débats sur la dénonciation des phénomènes de gangs. La focalisation sur les gangs a dès lors constitué un moyen détourné de racialiser les émeutes, en distinguant une masse suiveuse (composée de Blancs et de non-Blancs) et des gangs ethniques (jamaïcains, caribéens) qui auraient tiré les ficelles des émeutes.

Après plusieurs jours de propagande incitant à la haine raciale entre communautés minoritaires, c'est donc au tour de la lutte antigangs de faire la une des journaux. Tant et si bien que David Cameron décide de faire appel à Bill Bratton, spécialiste américain de la lutte contre les gangs[6]. Les émeutes seraient donc le fait de gangs organisés qui séviraient dans le cœur de Londres, là où nous avons davantage vu des individus épars à l'assaut de la police et de la marchandise, en groupe ou seuls, de manière enragée, parfois sans discernement ni calcul. Pourtant, à en croire les médias, les émeutes seraient le fait de bandes organisées : ces actes auraient été réfléchis, planifiés et structurés par des groupes malveillants. À la menace des barbus islamistes de Whitechapel, vient donc s'ajouter celle des gangs : si tous les émeutiers et pillards sont *« violents », «criminels», « monstrueux »*, comme on a pu le lire dans la presse





britannique, la formation en gangs des pires éléments de communautés suspectes aurait conféré une organisation quasi militaire aux affrontements et aux pillages. On retiendra donc que l'organisation, quand elle est le fait des révoltés, est toujours suspecte : on ne peut attaquer la police ou détruire un magasin que sous la direction occulte d'un groupement hiérarchisé et structuré, une cellule terroriste ou un gang.

Racisme institutionnel

La mort de Duggan s'inscrit dans un contexte de racisme institutionnel et vient compléter la liste d'une série d'assassinats policiers : on peut penser à celui de Jean Charles de Menezes, qui reçoit 7 balles sans sommation à la station de métro Stockwell, au lendemain des attentats de 2005, confondu avec un *« terroriste »* ; ou encore, il y a 25 ans, une nouvelle fois à Broadwater Farm, la cité de Duggan, la mort de Cynthia Jarret, 49 ans, qui décède d'une crise cardiaque pendant une descente de flics mouvementée chez elle. Des révoltes[7] éclatent alors pendant plusieurs jours, alors que s'éteignent à peine les braises de Brixton où l'assurance de la police s'est vue ébranlée. L'insécurité d'État ce sont également les 900 morts dans les commissariats anglais, dont un quart entre les mains de la *« Metropolitan Police »*, depuis 1990. Et ce, sans qu'aucun des flics impliqués n'ait été inquiétés[8]. On comprend dès lors ces propos d'un habitant d'Hackney au sujet des révoltes de ce mois d'août : « *Ces jeunes, les policiers les arrêtent constamment, les fouillent en les traitant de "nègres" et de "salopes". Ils veulent donc se venger de ce harcèlement »*[9].

Ce *« harcèlement »*, lié au racisme institutionnel qui structure l'action de la police, repose dans les textes sur le *« Stop and search »*, une pratique instaurée en 1984 par le *Police and Criminal Evidence Act* qui permet d'arrêter et de fouiller toute personne que les policiers ont de *« sérieuses raisons »* de soupçonner de porter une arme, de détenir des biens volés, des outils destinés au vol ou susceptibles *«d'endommager la propriété»* (des bombes de peinture notamment). Cette mesure, initialement destinée à maintenir l'ordre parmi les classes populaires, s'articule depuis plusieurs années à l'arsenal antiterroriste et aux lois destinées à lutter contre la *« criminalité organisée »*. Ainsi, en 2000, l'article 44 du *Terrorism Act*, étend le *« Stop and Search »* — qui devient désormais l'outil central de la politique policière — en établissant un continuum légal qui répond au continuum pratique de la police. Désormais, la police ne doit plus alléguer de *« doutes »* ou de *« motifs »* sérieux pour contrôler, fouiller et arrêter. Une continuité sécuritaire s'est établie dans les textes et dans les pratiques policières, les uns et les autres s'influençant mutuellement, qui vont de la répression quotidienne des formes de vie populaires (l'occupation de l'espace public, la petite délinquance) à la poursuite du spectre terroriste. En Grande-Bretagne, comme ailleurs en Europe, c'est au nom de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée que de nouveaux dispositifs d'identification, de fichage et de répression judiciaire ont été mis en place, avant d'être progressivement élargis à une part plus importante de la population. Il en va ainsi du fichier ADN, créé en 1995 dans le cadre de la répression de la criminalité organisée et dont la mission a été considérablement élargie en 2005 puisque, à la manière du STIC en France, toute personne (victime, suspect ou coupable) liée à un délit voit son ADN inscrit dans ce fichier, qui compte à ce jour près de 5 millions d'individus. En Grande-Bretagne, les logiques de l'antiterrorisme — un régime d'exception qui devient un mode de gouvernement de la criminalité, puis de la petite délinquance pour enfin devenir la légalité qui régit la vie quotidienne — se livrent à nu. C'est la même mécanique qui est à l'oeuvre dans le *« Regulation of Investigatory Powers Act »*, adopté en 2000 et *« qui donne des moyens supplémentaires aux autorités pour lutter contre le terrorisme et le crime organisé. Aujourd'hui, quelques 800 administrations – les collectivités locales, le fisc, la police, les services sociaux et même la poste – peuvent utiliser des techniques auparavant réservées aux services d'espionnage (filature, accès aux mails et aux relevés de téléphone) si elles le jugent nécessaire. À l'occasion, ces pouvoirs ont servi à faire suivre des parents soupçonnés d'avoir contourné la carte scolaire ou à vérifier qu'un congé maladie se justifiait bien »*[10].



La délation comme mode de gouvernement

Comme à chaque révolte de grande ampleur, les autorités doivent faire face au problème de l'identification des individus au sein de foules agissant souvent la nuit tombée. Les technologies de surveillance ne suffisent qu'à identifier une minorité de révoltés. La police, avec le soutien du gouvernement et de la presse dominante, a par conséquent recours à une méthode bien plus ancienne et efficace pour fabriquer des coupables : la délation. Rappelons-nous l'utilisation de la délation dans la répression des révoltes de 2007 à Villiers-le-Bel lorsque la police a glissé des appels à délation, avec promesses de rémunération à la clé, dans toutes les boîtes aux lettres du quartier. Il s'agissait alors, pour l'État français et sa police, de répondre à une question spécifique : doit-on rester dans l'impunité dès lors que les moyens d'identifications sont insuffisants pour retrouver les individus qui ont osé tirer sur la police lors des nuits d'émeutes ?[11]



À Londres, la pratique de la délation a dépassé de loin la seule distribution de tracts. La délation a joué un rôle de premier plan dans l'identification et la répression des révoltés. On peut parler d'une véritable culture de la délation lorsque que des journaux à grand tirage tels que le *Sun* ou le *Daily Mail* publient des dizaines de photos d'émeutiers, provenant de la vidéosurveillance mais aussi de leurs propres photographes, incitant les lecteurs à les dénoncer s'ils parviennent à les identifier. La méthode de la police de Londres se répercute jusque sur son site internet où l'on peut trouver des photos d'émeutiers : *« Si vous reconnaissez les individus sur les photos, si vous disposez d'informations sur les violences et les désordres qui ont eu lieu, merci de contacter les enquêteurs. […] Vous pouvez aussi rapporter un crime et fournir des informations de manière anonyme. »* Des internautes zélés ont même créé des sites comme *«Catch A Looter»* ou *« London Riots Facial Recognition »* qui met les techniques de reconnaissance faciale au service de l'identification des émeutiers. Cameron lui-même affirmera à propos de la vidéosurveillance : *« La technologie travaille pour nous en capturant les images des auteurs de violence ; ainsi, s'ils n'ont pas encore été arrêtés, leurs visages sont connus et ils n'échapperont pas à la justice. »*

Le lundi 15 août, Cameron prononce son *« fightback speech »* : les cendres des magasins partis en fumée sont encore chaudes, mais la police et la justice ont repris la main et annoncent une riposte à la hauteur de l'affront. Sur fond de propagande médiatique sur la *« culture criminelle »*, le rôle des *« gangs »* et de débats d'intellectuels sur l'influence de la « culture noire », Cameron évoque l'*« effondrement moral »* du pays, et insiste sur le fait que les émeutes ont leur origine dans une *« morale pervertie »* (twisted morals) et non dans le racisme structurel, les violences d'État ou la pauvreté : *« Des enfants sans père. Des écoles sans discipline. Des récompenses sans efforts. Des crimes sans châtiment. Des droits sans responsabilités. Des communautés sans contrôle […] La question n'est pas la pauvreté. La question est la culture, une culture qui glorifie la violence, sape le respect de l'autorité, et ne fait que parler de droits, sans jamais rien dire des devoirs »*. Pour y faire face, Cameron propose un *« service national non militaire »* pour tous les Britanniques âgés de 16 ans (National Citizen Service Initiative), qui consisterait en un travail au sein de leurs communautés. 30 000 jeunes y seront soumis dès l'année prochaine. Dans le même sens, Boris Johnson, le maire de Londres, a demandé que les jeunes émeutiers soient envoyés dans des centres spécialisés (Pupil Referral Units, surnommées les *« maisons de correction du XXIe siècle »*). Jusqu'ici, seul le corps enseignant pouvait envoyer un enfant de l'école au PRU. Johnson tient aujourd'hui à ce que les tribunaux puissent y diriger les jeunes de 11 à 15 ans condamnés.

Max Hastings, éditorialiste du *Daily Mail*, écrit le 10 août : *« ils [les émeutiers] sont avant tout des bêtes sauvages […] Leur comportement dans les rues ressemble à celui de l'ours polaire qui a attaqué un campement de touristes norvégiens la semaine dernière. Ils ont fait ce qui leur semblait naturel et, contrairement à l'ours, ils n'ont pas encore été abattus pour cela. »* C'est chose faite avec la répression judiciaire, qui mériterait d'être évoquée en détail, tant par le nombre de condamnations que par le régime d'exception qui a présidé aux jugements à la chaîne des émeutiers présentés et jugés, jour et nuit, dans les tribunaux du pays. La collaboration médiatique tout comme l'atmosphère de délation ont également permis à cette *« swift justice »* de s'exercer pleinement. À cet égard, les propos du Chief Crown Prosecutor[12] de Manchester, Nazir Afzal, sont sans équivoque : *« quand la justice est rapide elle est plus efficace. Il faut montrer la force et la puissance du système de justice criminelle, car nous représentons la société. […] Nous voulons qu'il subissent ce qu'ils nous ont fait subir »*.


Relevé d'empreintes digitales à Ealing, Londres

Le système judiciaire britannique s'efforce dans son fonctionnement de coupler une répression sans faiblesse à un souci affiché pour la victime, en invoquant l'idée de *« justice réparatrice »* (restorative justice), versant *« humaniste »* de l'appareil judiciaire. Néanmoins c'est plutôt le versant *« dur »* de la justice qui va prendre le pas, par exemple au travers de la stratégie du *« naming and shaming »*, consistant à briser l'anonymat des inculpés mineurs quand les magistrats *« estiment que cela est requis dans l'intérêt général »*, selon les mots du porte parole du Crow Prosecution Service (un juge, Tim Devas, dira en ce sens à un inculpé : *« N'avez-vous pas honte de compter désormais au nombre des voyous arrêtés et d'être considéré comme de la racaille par le public? »*) Quant au versant *« progressiste »* de l'institution, il se traduit par les referral orders, fondés sur le principe de la justice réparatrice. Depuis 2002, ces mesures représentent la majorité des condamnations des 10-17 ans. La justice dite réparatrice répond à trois mots d'ordres : *« responsabilité, réparation, réinsertion »*. Le condamné doit se rendre à des séances dirigées par un représentant du programme, et deux volontaires de la communauté (Community panel members). Les *« victimes »* sont également invitées à y prendre part. Cette justice est investie par l'appareil judiciaire de vertus pédagogiques : le condamné *«prend conscience»* de la *« gravité de ses actes »*, en se confrontant à la *« victime »*. C'est donc bien en son nom, et non celui de l'intérêt général, que la condamnation est prononcée. Il s'agit dès lors d'individualiser le délit et d'en attribuer l'entière responsabilité à son auteur, au travers de la confrontation avec la personne qui est assignée à un rôle de *« victime »*. Si vous volez, vous ne pouvez vous en prendre qu'à vous-même, la justice n'est que l'instance neutre qui place le condamné face à ses responsabilités, face au regard de la victime, que vous ne pourrez esquiver. Ce système de justice, souvent improvisé, sans cadre réel, tributaire d'expérimentations locales parfois contradictoires, est vidé de son sens par le système judiciaire britannique qui l'applique à la répression des atteintes à la propriété, en faisant d'un propriétaire de magasin une *« victime »*.

Pourtant, c'est une répression plus *« nue »* qui va constituer le sort de la majorité des inculpés. Et là encore, la fiction de l'indépendance de la justice va voler en éclats. Un magistrat du tribunal de Camberwell Green, Novello Noades, a en effet révélé l'existence de *« directives »* enjoignant les magistrats à condamner à de la prison ferme toutes les personnes impliquées dans les pillages et les émeutes, et leur demandant d'ignorer les *« guidelines »* habituelles préconisant des peines de substitution à la prison dans les cas d'émeutes : *« Les instructions sont de donner une peine de prison pour toute personne impliquée dans les émeutes. Ce sont les instructions que nous avons reçues »*. Novello Noades, rappelé à l'ordre, désavouera ensuite le terme de *«directive»* utilisé. Pourtant, l'existence de cette directive a été invoquée dans les tribunaux par certains magistrats pour justifier les refus d'accorder des mesures de substitution à l'emprisonnement. Un juge du tribunal de Camberwell affirme pour sa part avoir reçu des *« instructions générales »* lui demandant de ne pas appliquer les *« guidelines »* habituelles. Nul ne s'étonnera qu'au 15 août, les deux tiers des 1179 inculpés ont écopé de prison ferme. On sait par ailleurs que des fonctionnaires du ministère de la justice détachés auprès des cours conseillent les magistrats afin qu'ils se demandent *« si leur pouvoir de punir est suffisant dans certains cas liés aux récents désordres »*. Car les magistrats ont la possibilité de renvoyer des cas vers les *« crown courts »*, tribunaux aux compétences répressives plus importantes.



Un ancien magistrat, Paul Mendelle, évoque l'*«hystérie collective»* qui s'est emparée de la Justice. En effet, les peines prononcées sont tétanisantes : 6 mois de prison ferme pour un Londonien de 23 ans, accusé d'avoir volé un pack d'eau d'une valeur de 4 euros dans un supermarché ; ou encore, cette mère de deux enfants à Manchester qui écope de 5 mois pour avoir accepté un short provenant d'un pillage. Sans évoquer les 4 ans de prison ferme qui ont sanctionné l'appel à la révolte lancé par deux

nord-ouest du pays, via Facebook. Bien que cet appel n'ai pas été suivi de conséquences, le juge Elgan Edward estimera qu'il s'agissait là d'*« un acte démoniaque [...] Cela arrive au moment où la folie collective gagne la nation. Cette conduite est scandaleuse. Quant à la nature des messages postés, ils me glacent le sang. »* Bien entendu, les motivations invoquées par les émeutiers sont évacuées et disqualifiées par les tribunaux, mais constituent un contre-discours récurrent. Une fille de 13 ans déclare ainsi devant le tribunal *« Tous ces magasins riches pour gens riches reçoivent la monnaie de leur pièce, il est temps que les pauvres aient leur mot à dire dans ce pays »*. Les propos d'un habitant de Hackney vont dans le même sens : *« Les banquiers piochent bien dans l'argent public quand ils sont en difficulté. Pourquoi nous, on ne pourrait pas se servir ? »*

Avant l'hystérie d'août 2011, qui a reproduit à grande échelle les mécanismes de la répression quotidienne des *« incivilités »* (petits illégalismes urbains), le système carcéral jouait déjà à plein son rôle de gestion de la pauvreté et d'écrasement de l'insoumission populaire par la prison. En ce sens, les années Cameron s'inscrivent dans la tradition répressive ouverte par Thatcher, et approfondie par Johnson et Blair. En 1995, 129 personnes étaient en taule pour vol à l'étalage, 1400 en 2005. Il faut noter qu'au Royaume-Uni, trois systèmes carcéraux se juxtaposent : un pour l'Angleterre et le Pays de Galles, un pour l'Écosse, un pour l'Irlande du nord. Soit 95 000 prisonniers en tout, 84812 pour l'Angleterre et le Pays de Galles, avec 139 prisons, dont 7 prisons privées. En 2008, le système carcéral avait déjà dépassé sa « capacité opérationnelle », soit le seuil de surpopulation admis. Parmi les détenus, on trouve beaucoup d'anciens soldats. Il y a, à l'heure actuelle, le double de vétérans en prison ou en conditionnelle que de soldats en opération en Afghanistan, la plupart condamnés pour des violences, notamment conjugales. Les incarcérations de 2011 font tourner à plein régime les prisons londoniennes qui ne suffisent plus. Avec les révoltes, ce sont près de 800 nouveaux prisonniers qu'il faut gérer — au point que des transferts massifs de détenus ont été opérés : les condamnés devant laisser la place à l'afflux de prévenus. Si des mouvements éclatent en prison, il faudra sans doute croire que c'est à cause de l'afflux de ces centaines de membres de gangs émeutiers que Cameron a voulu voir derrière des barreaux.

Angles Morts

Notes

[1] Ces chiffres impressionnants ne reflètent pourtant pas l'ampleur attendue de la répression. 30 000 personnes seraient pourchassées par la police, à plus ou moins long terme, comme l'a confié une source policière au *Daily Mail*. Le commissaire Nick Sedgemore a bien résumé les choses, déclarant: *« Cela ne nous dérange pas de criminaliser une section de la société. »*

[2] L'*Independent Police Complaints Commission*, équivalent britannique de l'IGS (Inspection Générale des Services), enquête sur les plaintes contre la police.

[3] Un témoin affirme ainsi : *« Ils [les policiers] avaient de gros pistolets, puis j'ai entendu quatre détonations. La police lui a tiré dessus alors qu'il était au sol. Plus tard, j'ai entendu que l'homme était mort », « Shooting inquiry : answers to the key questions behind the man who was gunned by polcie triggering riots », Daily Mail*, 9 août 2011.

[4] À la différence des émeutes de Brixton, cantonnées à un quartier essentiellement habité par des Noirs, et principalement dirigée contre la police, les émeutes de 2011 ont eu lieu dans des quartiers ouvriers blancs, dans des quartiers à majorité noire (caribéens et jamaïcains), et dans des quartiers dits *« asian »* (pakistanais, indiens et arabes).

[5] Pourtant, dans d'autres circonstances, quand l'hystérie antiterroriste prend l'État, ce dernier est pourtant enclin à chercher des terroristes potentiels au sein de ces communautés *« dociles »* (pakistanaises ou indiennes notamment).

[6] À ce sujet, voir *Angleterre : tendre le Bratton pour se faire battre*, 15 août sur A11.

[7] Au cours de ces émeutes du début du mois d'octobre 1985, un flic sera lynché par les révoltés. Trois personnes seront condamnées à la prison à perpétuité, sans qu'aucun témoignage ou preuve matérielle n'ait pu prouver leur culpabilité. En 1991, ils seront libérés, après qu'une expertise technique ait montré que les dépositions en garde à vue, élément central de l'accusation, avaient été falsifiées.

[8] On peut voir à ce sujet le documentaire *4ward forever the heroes*, que l'on doit à *United families and friends*, un collectif qui lutte en solidarité avec les morts dans les commissariats, en prison et dans les hôpitaux psychiatriques. À l'origine, signe de la dimension raciale des violences d'État en Grande-Bretagne, ce sont des familles noires qui se constituent en réseau, en 1997, puis élargissent l'organisation à des familles blanches dont les proches sont eux aussi morts dans un de ces lieux d'enfermement.

[9] *« Londres : l'insondable péril jeune », Libération*, 11 août.

[10] *« Fouilles, fichiers ADN, photographes suspects : les lois antiterroristes ont mis le Royaume-Uni sous surveillance », Le Monde*, 17 avril 2010.

[11] Voir Collectif angles morts, *Vengeance d'État. Villiers-le-bel des révoltes aux procès*, Syllepse, 2011.

[12] Le *Crown Prosecution Service* (Service national des poursuites criminelles) est une organisation nationale qui se compose de 42 régions. Chaque région est dirigée par un Chief Crown Prosecutor (procureur de la couronne) et correspond à une zone d'intervention policière. Ce service a été créé en 1986 afin que des poursuites pénales puissent être engagées dans les affaires ouvertes par la police, ce qui était impossible auparavant.

Nouvelles technologies + police + citoyenneté = répression 2.0


Police antiémeute de Londres

Si un saut qualitatif et quantitatif a pu être observé du côté de la répression suite aux émeutes de début août en Angleterre, si la répression qui s'est abattue sur une partie de la population a pu nous donner des impressions de déjà-vu à travers des films de science-fiction ou des romans d'anticipation, nous ne voulons pas développer la question ici pour nous scandaliser de nouvelles pratiques, car celles-ci ne font qu'accompagner la vieille réaction bourgeoise envers les « classes dangereuses ». Si les pratiques policières se modernisent avec le développement des outils de communication et des moyens technologiques de contrôle, le discours du pouvoir reste sensiblement le même depuis des siècles : il faut mater la rébellion, celle-ci n'a aucune légitimité et doit être combattue et punie coûte que coûte.

Les déclarations du premier ministre David Cameron rappellent celles des gouvernants de tous temps et de toutes régions du monde quand ils se trouvent face à une situation d'émeutes généralisées. La crainte d'un soulèvement qui dure et qui prend de l'ampleur s'accompagne alors de phrases choc qui stigmatisent et menacent les révoltés. Le 11 août, Cameron affirme qu'il ne s'agit *« pas de politique, ni de manifestations mais de vol »*[1], façon classique de diaboliser et ridiculiser la portée profondément sociale et politique des événements. Ce à quoi il ajoute : *« Nous ne laisserons pas un climat de peur s'instaurer dans nos rues »*[2]. Lors du même discours, Cameron évoque la possible présence de l'armée pour faciliter les opérations de police si jamais la situation venait à s'éterniser... C'est notamment dans ces moments que la guerre de classe saute aux yeux, lorsque le pouvoir, lui, n'a aucun scrupule à définir deux camps, et à faire comprendre que les émeutiers sont des ennemis de l'intérieur du pays.


Hackney, Londres, 9 août 2011

Des ennemis à punir par la prison, bien sûr, mais qui peuvent aussi être déchus de leurs droits sociaux. Au lendemain de ses déclarations guerrières, David Cameron a estimé que les personnes impliquées dans les émeutes devaient être expulsées de leur logement social. Par ailleurs, une pétition électronique, lancée le 9 août par un député conservateur, demande que les « casseurs » soient privés de leurs droits sociaux. Cette pétition a recueilli en quelques jours plus de 160 000 signatures et devait être examinée en septembre par le Parlement. Nouvel instrument de la démocratie participative en Grande-Bretagne depuis le mois de juillet, l'e-pétition (epetitions.direct.gov.uk) est automatiquement soumise aux députés lorsqu'elle recueille plus de 100 000 signatures. *« Les contribuables ne doivent pas financer ceux qui ont détruit des biens, des commerces, qui ont volé leur propre communauté et n'ont montré aucune reconnaissance pour les aides que leur offre leur pays, détaille la pétition. »*[5]

Facebook, Twitter et BlackBerry – « réseaux sociaux » & répression 2.0

Ce mois d'août aura été l'occasion pour le gouvernement britannique de se poser moult questions concernant la liberté de communiquer et de s'exprimer via les « réseaux sociaux » de ce début de troisième millénaire, passant surtout par Internet mais aussi par téléphones portables ou objets hybrides équivalents.

David Cameron, lors de sa journée de discours du 11 août, a précisé ceci : *« Lorsque les gens utilisent les réseaux sociaux pour des actions violentes, nous devons les en empêcher. Nous travaillons avec la police, les services de renseignement et les industriels pour étudier la manière dont nous pourrions empêcher ces personnes de communiquer via ces sites et services lorsque nous savons qu'ils préparent des actes criminels ou violents. »* Le même Cameron, justifiant son parti-pris avec un moralisme affligeant : *« Tous ceux qui ont été témoins de ces actes atroces seront frappés de constater comment ils ont été organisés par le biais des réseaux sociaux. La libre circulation de l'information peut être utilisée pour faire le bien. Mais elle peut aussi servir pour faire du mal. »* Autrement dit, quand en Tunisie et en Libye, Ben Ali et Khadafi font tout pour bloquer Facebook et autres sites Internet dans une période de soulèvement populaire, on hurle à la dictature, mais quand une vieille démocratie européenne telle la Grande-Bretagne propose la même chose en période d'émeutes, on ne s'offusque pas car il s'agit, pour reprendre les termes de David Cameron, de *« restaurer la société morale »*[4]. La très démocratique «liberté d'expression» reste, ici et ailleurs, une vaste supercherie, qui fonctionne seulement quand tout le monde file droit.



La même semaine, la police a interpellé plusieurs utilisateurs de Twitter et de Facebook, accusés d'incitation à la violence... Le 16 août, dans le nord-ouest de l'Angleterre, deux personnes ont été condamnées à quatre ans de prison pour incitation aux troubles via les réseaux sociaux. Jordan B., 20 ans, avait créé le 9 août un événement sur Facebook intitulé *«Détruire la ville de Northwich»*. Le deuxième accusé, Perry S-K., 22 ans, avait, lui, appelé à une émeute dans son quartier à Warrington, en ouvrant une page Facebook intitulée *« Organisons une émeute »*. Alors qu'aucun incident n'a été signalé dans ces deux localités, les deux accusés ont été lourdement condamnés pour avoir, selon le procureur du tribunal de Chester, *« utilisé Facebook pour organiser et orchestrer des troubles graves au moment où de tels incidents se produisaient dans d'autres régions du pays. »*[5]

Malgré ces condamnations pour l'exemple, il semble que Facebook n'a que très peu été utilisé pour organiser les émeutes. A vrai dire, les traces laissées sur Facebook servent plus aux flics qu'aux émeutiers potentiels, avec les photos, les vidéos et les quelques mots qui y sont laissés...

Mais Facebook et Twitter, bien qu'ouvertement aux mains d'entreprises capitalistes, ont, en tant qu'outils de communication de plus en plus massivement utilisés, un potentiel important de diffusion d'informations par les usagers eux-mêmes. Et si l'usage de ces outils dépasse ce pour quoi ils sont prévus légalement, pour Louise Mensch, députée conservatrice britannique, il n'y a pas besoin de se prendre la tête : *« C'est une question de bon sens. Si les émeutes et la peur se propagent sur Facebook et Twitter, fermons-les pendant une heure ou deux, puis remettons-les en ligne. Le monde ne va pas imploser. »*[6] Pour elle aussi, le parti-pris est clair et net, *« la principale raison pour laquelle il serait bon que le gouvernement dispose d'un "bouton d'urgence" pour couper les réseaux sociaux serait de faciliter le travail de la police. »*[7]

Plutôt que Facebook ou Twitter, les gadgets technologiques qui ont pu servir de moyen d'organisation d'actions lors des émeutes sont plutôt les téléphones portables, que ce soit par SMS ou communication vocale, en particulier les



fameux BlackBerry et leurs messages cryptés (BBM). Le 9 août, David Lammy, député de la circonscription de Tottenham, a d'ailleurs demandé au gouvernement et à Research In Motion (RIM), le constructeur des BlackBerry, de bloquer le service de messagerie.[8]

Le 25 août, le gouvernement britannique a réuni des responsables de Facebook, Twitter et BlackBerry pour évoquer le rôle des réseaux sociaux dans les émeutes du mois d'août. Les discussions, menées par la ministre de l'Intérieur Theresa May, *« ont porté sur la façon dont le système judiciaire et les réseaux sociaux peuvent consolider les relations existantes (...) pour éviter que les réseaux sociaux ne soient utilisés à des fins criminelles. »*[9]

Le 15 septembre 2011, Stephen Bates, directeur général de RIM déclare aux parlementaires britanniques être disposé à couper les services de communication BlackBerry en cas de criminalité de masse (donc d'émeutes) ou de menaces terroristes : *« De notre point de vue, nous respectons la loi et si la justice demande de fermer les réseaux de communication mobiles [...], nous nous y plierons et nous travaillerons avec les opérateurs de télécommunications pour les aider à respecter leurs obligations telles qu'elles sont définies par la loi. »*[10] Et en plus de cet engagement très citoyen, RIM a fait savoir qu'il peut révéler à la police les noms des utilisateurs de BlackBerry et leurs contacts présents à un certain moment et à un endroit précis.

D'ores et déjà, suite aux émeutes du mois d'août, les responsables de BlackBerry et Facebook ont reconnu avoir répondu positivement aux sollicitations de la police, sans donner de détails sur le genre d'informations lâchées aux flics.[11]

Le renouveau des techniques policières et de la délation comme pratique citoyenne

L'ère de la démocratisation du numérique semble apporter quelques difficultés de gestion du côté de la police. En tout cas, Louise Mensch s'en inquiète : *« La police de Northamptonshire m'a parlé du temps et des ressources perdues pour répondre à de fausses alertes et à des rumeurs liées aux réseaux sociaux. Les personnes qui tweetent devraient y réfléchir à deux fois avant d'utiliser le mot "rumeur" dans un tweet. »*[12]

« Mais pour les policiers, le fait que les réseaux sociaux puissent propager des rumeurs ne doit pas masquer le fait qu'ils les aident aussi à les démentir. Twitter a permis aux policiers "de rassurer directement le public" et de "mettre un terme à des rumeurs" (...). Particulièrement active sur le réseau social, la police du grand Manchester a effectivement utilisé les réseaux sociaux pour confirmer ou démentir des informations durant toute la semaine. Elle a également sollicité les presque 100 000 abonnés à son compte pour tenter d'identifier des suspects, en demandant régulièrement aux internautes de dénoncer les personnes qu'ils reconnaîtraient sur les images. Avec une certaine efficacité, si l'on en croit la police, qui a également mis en place des bus qui circulent avec un grand panneau sur lequel sont affichées les photos. "Un autre homme vient de se rendre après qu'un ami ait vu sa photo sur le bus et lui ait dit que son visage était partout et qu'il ne pouvait pas se cacher", relate la police. »[13]



Perquisition chez une famille accusée de pillages



A Birmingham aussi, dès le 11 août, une camionnette de police s'est mise à sillonner le centre-ville en trimballant sur son toit un écran géant qui diffusait des photos d'émeutiers recherchés. Une cinquantaine de clichés de suspects, capturés par des caméras de surveillance, étaient ainsi exposés à la vue de tous de 7 heures du matin jusqu'à 19 heures, pendant trois jours... Voilà une bien belle mise en spectacle d'une pratique ancienne et devenue un peu désuète depuis les années 1940 : l'appel à délation.

D'un autre côté, il faut comprendre les stratégies policières : tout ce fric dépensé à mettre des caméras de vidéosurveillance partout, toutes ces photos accumulées dans des fichiers de police, il faut bien que ça serve à quelque chose ! Et puisque la police a quelques difficultés à trouver des coupables et encore des coupables, pourquoi ne pas faire recours aux *bons citoyens* ?

La flicaille britannique est allée jusqu'à dresser sur son site Internet une liste des condamnations suite aux émeutes du mois d'août : c'est la stratégie du *Name and shame* (nommer et faire honte). Sont indiqués les noms des condamnés, suivis de leur adresse et de leur date de naissance (qui doivent être « obligatoirement mentionnées » pour éviter d'incriminer à tort d'éventuels homonymes...).

Pour s'assurer que la police britannique est au top question Internet, il suffit de jeter un oeil sur son site, www.police.uk, qui s'ouvre sur ces quelques mots : *« Ce site vous fournit des informations utiles à propos du crime et du maintien de l'ordre dans votre région. Entrez votre code postal, ville, ou rue dans la case de recherche ci-dessous, et ayez accès instantanément aux données et à la carte de niveau de crime de votre rue, ainsi qu'à des détails concernant votre équipe locale de maintien de l'ordre ».*

En plus des sites locaux de la police, six sections sont proposées à travers des sites consacrés à des sujets spécifiques : un site à propos de « la sécurité sur Internet », un autre appelant à dénoncer la « fraude » (actionfraud.org.uk), un site de prévention des abus envers les enfants, un site de protection des bureaux d'entreprises (businesslink.gov.uk – *« les crimes commis contre les entreprises peuvent causer des dommages très coûteux. (…) cela fait sens de prendre des mesures de sécurité appropriées afin de protéger votre entreprise. »*) et surtout, deux sites qui s'inscrivent dans la lignée du cauchemar orwellien de 1984 : *CrimeStoppers* (crimestoppers-uk.org), qui est, selon *Le Figaro*, une *« association indépendante [qui] a permis 107 000 arrestations en 23 ans d'existence outre-Manche grâce à des tuyaux d'informateurs anonymes »*[14] dont l'objectif principal est d'inciter la population à dénoncer les « criminels » de tous bords : *« Appelez anonymement avec vos informations concernant un crime »* et *« Combattez le crime sans révéler votre identité »* sont les deux phrases principales qui présentent le site, montrant une photo de femme âgée affublée d'un masque et d'une combinaison de super-héroïne... *Et Neighbourhood Watch* (ourwatch.org.uk), organisation qui existe depuis 1982 et dont l'objectif est de créer des groupes de voisins qui secondent la police dans le maintien de l'ordre local (essentiellement via des méthodes de contrôle / surveillance du voisinage, soi disant de manière « bienveillante » et « amicale », pour plus d'efficacité, évidemment). Ces deux derniers sites, incitant et institutionnalisant des pratiques « citoyennes » comme la délation et la surveillance du voisinage, ont certainement permis les sorties hallucinantes du pouvoir et de la police appelant ouvertement à la délation d'émeutiers et autres pilleurs, par Internet comme par affichage de rue.



Portait et appel à délation sur écran géant de Birmingham

En France, même *Le Figaro*, pourtant loin d'être connu pour sa lutte contre la société sécuritaire, s'étonne qu'autant d'énergie soit dépensée pour lancer des appels à la délation : *« Sur le site du tabloïd* The Sun*, l'appel "Shop a moron" (Dénonce un crétin) s'étale en lettres capitales. "Connaissez-vous ces pilleurs?" demande son concurrent* The Daily Mail*. Sur le réseau social Facebook, des groupes comme "Wanted – émeutiers et casseurs de Londres" et "Attrapons les émeutiers de Londres 2011" se disputent l'attention des internautes, aux côtés de sites dédiés comme londonrioters.co.uk. Toutes ces invitations à la délation renvoient vers des séries de photos montrant plus ou moins nettement les visages de casseurs et de pilleurs en train de briser des vitrines ou de s'enfuir avec des butins parfois aussi modestes qu'une bouteille de gin et un flacon de ketchup. »*[15]

Nous avons vu au début de cet article que de « bons citoyens » ont signé une pétition réclamant la privation de droits sociaux pour les émeutiers, mais lors de ce mois d'août, c'est avec la création d'un nouveau site Internet qu'on a touché le summum de la soumission citoyenne : zavilia.com a été créé dans la nuit du 8 au 9 août, alors que les émeutes continuaient, par un certain James, étudiant en physique et mathématiques. Ce site propose aux internautes de remplir un formulaire pour identifier des fauteurs de troubles dans une galerie de photos numérotées. L'informateur est invité à fournir un ou plusieurs noms, mais aussi d'autres informations comme les profils Facebook ou Twitter des personnes identifiées. Informations a priori plus aisées à obtenir depuis que Facebook a lancé, début juillet 2011, une technologie de reconnaissance faciale – *« pour faciliter l'identification de vos amis »*, dixit Facebook.

James veut *« traduire en justice ces criminels »*[16], et il était alors plutôt optimiste, puisque selon lui, *« souvent, les mêmes noms reviennent et nous commençons à avoir une liste pour identifier ces émeutiers. »*[17] Citoyen engagé et bénévole, James a monté ce site avec cinq autres étudiants. Il se justifie avec un aplomb lamentable qui aurait sûrement fait rire La Boétie : *« Si j'étais vu en train d'enfreindre la loi, je serais heureux qu'un public citoyen fasse ce travail de dénonciation. Ce n'est pas très différent des caméras de vidéosurveillance. »*[18] Que dire de plus ? James a défini en deux phrases ce que l'on appelle ici la répression 2.0.

Ce monde de surveillance, de contrôle et de citoyennisme spectaculaire, a ce petit côté 2.0, le charme de l'*update*, l'attrait de la mise à jour, une espèce de fascination que peut provoquer l'horreur de la nouveauté technologique dans de telles circonstances. Mais au final, nous devons replacer tout cela au coeur de pratiques policières et citoyennes qui ne datent pas d'hier. En France aussi, la vieille habitude de la délation, devenue plus ou moins taboue depuis la fin de la seconde guerre mondiale, a été réactivée en 2007 suite aux émeutes de Villiers-le-Bel, avec prime à la dénonciation anonyme. La spectacularisation *à l'anglaise* de la délation comme outil répressif citoyen (utilisation de droits et devoirs inscrits dans la citoyenneté au service de la Loi) est due autant à une démarche répressive décomplexée qu'à un renouveau technologique dans la manière dont les appels à la délation sont émis, mais tout cela est à placer dans la continuité d'une société qui cherche à se protéger, comme elle a toujours cherché à se protéger. Selon ses moyens, selon ses besoins... Avec ou sans vidéo-surveillance, délation, techniques de reconnaissance faciale ou ce que l'on voudra (puces RFID, outils de géolocalisation, identification biométrique, etc.), il n'y a pas de « bons » outils de contrôle et de surveillance, il n'y a pas de « bonne » protection du pouvoir.
Il n'y a pas de « bons » pouvoirs. Nous voulons les détruire tous.

Zanzara athée – septembre 2011 - Extrait de *The Tottenham Chronicles*

Infokiosques - *https://infokiosques.net*





Bandeau du site http://crimestoppers-uk

Notes

[1] Émeutes : Cameron n'exclut pas de recourir à l'armée, Le Figaro, 11 août 2011.
[2] Ibid.
[3] Les Anglais veulent priver les émeutiers d'aide sociale, Le Figaro, 12 août 2011.
[4] Ibid.
[5] Quatre ans de prison pour deux Britanniques qui ont incité aux émeutes sur Facebook, Le Monde, 16 août 2011.
[6] Tory MP Louise Mensch backs social network blackouts during civil unrest, The Guardian, 12 août 2011.
[7] Grande-Bretagne : police, Twitter, prison, Le Monde, 13 août 2011.
[8] David Cameron souhaite priver les émeutiers de réseaux sociaux, Le Monde, 11 août 2011.
[9] Citation d'une porte-parole du ministère in Emeutes britanniques : le gouvernement réunit les responsables des réseaux sociaux, Le Monde, 25 août 2011.
[10] BlackBerry prêt à couper ses services en cas d'émeute, Numerama, 16 septembre 2011.
[13] Emeutes en Grande-Bretagne : BlackBerry, Facebook et Twitter mis sur le grill par des députés, AFP, 15 septembre 2011.
[11] citation du compte Twitter de Louise Mensch in Tory MP Louise Mensch backs social network blackouts during civil unrest, The Guardian, op.cit.
[12] Ibid.
[13] La chasse aux casseurs est lancée sur Internet, Le Figaro, 10 août 2011.
[14] Ibid.
[15] Ibid.
[16] Ibid.
[17] Ibid.

DON'T PANIC :: DON'T TALK



DON'T BRAG :: DON'T SNITCH DON'T GOSSIP :: KEEP SAFE

Si tu penses que tu pourrais être identifié sur les photos que la police a réalisé lors des récents évènements... Ne panique pas. Les photos publiées ne sont pas nécessairement des preuves, ce n'est pas parce que la police possède une photo floue de toi qu'elle sait qui tu es.

Ne te rends pas. La police se sert du fait que tu sais qu'ils ont une photo de toi pour établir une pression psychologique et t'inciter à te rendre alors qu'ils ne savent pas qui tu es et qu'ils n'ont aucune preuve contre toi.
Ne pense pas que c'est parce que tu peux toi-même t'identifier sur une vidéo qu'un juge pourra le faire également.

« Ce n'est pas moi » a permis à beaucoup de gens d'être relâchés jusqu'à maintenant. Débarrasse-toi de tes vêtements. Il n'y a aucune chance que tu puisses dire que la personne sur la vidéo n'est pas toi si les vêtements qu'elle porte ont été retrouvés dans ta garde-robe. Débarrasse-toi de tous les vêtements que tu portais pendant les événements, y compris tes chaussures, ton sac, et n'importe quel bijou distinctif que tu portais à ce moment-là.

Fais profil bas quelques temps. La police sera à l'affût d'autres éléments pour les personnes inscrites sur sa liste de recherche. Pense à changer ton apparence. Peut-être est-

DONT PANIC DONT TALK

ce le bon moment pour une petite transformation. Fais-toi couper les cheveux et colore-les, laisse-toi pousser la barbe, porte des lunettes.

Nettoie ta maison. Débarrasse-toi des bombes de peinture, de tout ce qui est relié aux événements, et des textes/photos douteux sur ton téléphone. Ne leur facilite pas la tâche en ayant de la drogue, des armes ou quoi que ce soit d'illégal chez toi.

Fais attention à qui tu parles de ça. Ne révèle ton implication qu'aux personnes en qui tu as réellement confiance. Fais très attention à ce que tu dis sur Internet.

Essaye de contrôler tes nerfs et ta panique. Attendre qu'on frappe à la porte est extrêmement stressant, il te faut trouver un moyen de vivre comme d'habitude. Autrement, tu te sentiras enfermé avant même d'avoir été arrêté.

« Pas de Commentaires »
Si tu te fais arrêter, utilise ton droit de garder le silence. Réponds « rien à déclarer » [no comment] à toutes les questions avant et après ton arrestation, ainsi que pendant les interrogatoires.
Ne dis rien à la police, même s'ils prétendent que « parler est dans ton intérêt ». On ne peut jamais faire confiance aux flics. A partir du moment où tu es interpellé, tout ce que tu dis peut servir de preuve – et pour ça il n'y a rien de mieux qu'une conversation amicale. Ils vont essayer de trouver des preuves contre toi et contre d'autres personnes. Il est plus facile de ne rien dire du tout que de répondre aux questions de manière sélective. Ne déclare rien et ne signe aucun document sans les conseils d'un avocat.

Ne te vante pas, Ne balance pas, Ne répands pas de rumeurs, Fais attention.

[Tract trouvé devant Dalston Argos à Bristol le lundi 8 août 2011 au matin.]

COMPTE RENDU DE LA MANIFESTATION DU 13 AOUT

Le samedi 13 août, alors que la vague répressive déferlait, une manifestation avait lieu, organisée par les communautés du nord de Londres, en particulier de Tottenham, où tout a commencé. Habitués en France aux marches des comités vérité-justice qui sont généralement organisées par les familles et proches de victimes de crimes policiers, cette manifestation nous a étonnés à plusieurs titres.

Près de 400 personnes ont marché de Dalston à Tottenham scandant des slogans liés aux mesures d'austérité, *« fight the cuts »*, ou appelant à l'autodéfense contre les forces de l'ordre : *« When the police attacks, fight back ! fight back ! »*. Seuls quelques slogans et revendications étaient directement liés à la mort de Mark Duggan. Ses proches semblaient d'ailleurs absents d'une manifestation où la dénonciation des crimes racistes policiers n'étaient qu'un élément parmi d'autres au sein d'une critique plus générale du système. Le message porté peut se résumer ainsi : un gouvernement qui va en Irak ou en Afghanistan piller les ressources de ces pays, qui laisse les banquiers s'accaparer les ressources nationales, ne doit pas s'étonner que les gens pillent à leur tour quand le rapport de forces s'inverse (on pouvait ainsi voir des pancartes avec l'inscription« Bankers are the real looters » — les banquiers ont les vrais pillards). Cette manifestation avait pour but de défendre émeutiers et pilleurs, souvent les enfants, les frères et soeurs des manifestants, en insistant sur les causes des émeutes : le chômage de masse, les coupes budgétaires, le racisme institutionnel. La diversité des groupes et la présence massive du SWP[1] et de ses mots d'ordres (le slogan *« fight the cuts » — « non aux coupes budgétaires »* — était dans toutes les bouches, ainsi que sur les nombreuses pancartes distribuées par leurs soins), donnaient une tonalité particulière à cette marche. On s'attendait à une marche vérité-justice, ce fut davantage une manifestation contre l'austérité que contre les violences policières. La présence de communautés multiples, toutes porteuses de leurs mots d'ordres propres (les Kurdes, en mémoire d'un membre du PKK ; les Turcs qui avaient défendu leurs magasins contre les pillages, venus soutenir les émeutiers et saper le discours des émeutes ethniques ; les groupuscules marxistes-léninistes venus porter des revendications liées à la politique économique ; les communautés jamaïcaines et caribéennes attachées à la dénonciation du racisme institutionnel) a contribué à replacer la question des révoltes dans le contexte plus large de la pauvreté, de sa gestion par la prison et de la domination raciale.

Reste que la critique de la justice, l'organisation d'une riposte face à la répression judiciaire semblait absente des préoccupations. Nous avons en effet été frappés par la vue des parvis de tribunaux désertés : aucun rassemblement, de proches ou de soutiens. Comme si, une fois avalés par la Justice, les émeutiers étaient abandonnés à leur sort.

Angles Morts



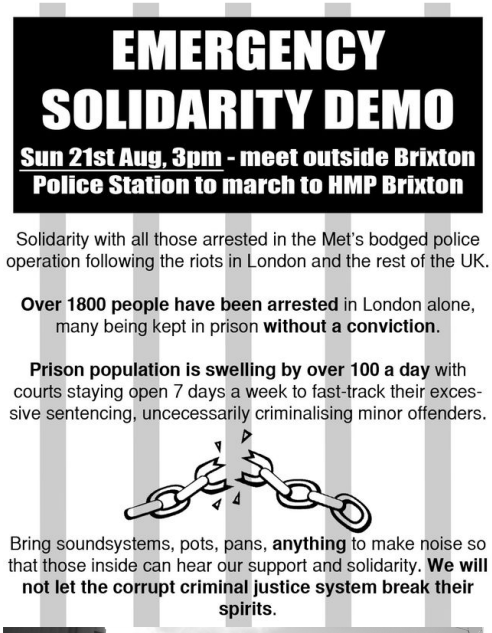






[1] *SWP : Socialist Workers Party. Parti trotskiste, ne participant pas au jeu électoral. Par rapport aux formations trotskistes françaises, le Swp a la particularité d'être implanté dans les communautés non-blanches et de s'engager sur les questions de racisme institutionnel, de soutien à la Palestine, sur des positions bien différentes du NPA par exemple (le rapport au port du voile par exemple est lourd d'enseignements).*

MANIF ANTIFLIC DEVANT LA PRISON DE BRIXTON





Dimanche 21 août, une manif a eu lieu à Brixton, au sud de Londres. Elle a rassemblé à l'extérieur du commissariat de police de Brixton, environ 30-40 personnes, beaucoup de très jeunes, mais pas seulement. Elle fut menée par un groupe avec une sono mobile balançant très fort du rap anti-flic et portant deux ou trois banderoles.

D'abord, quelques slogans bruyants contre la police à l'extérieur du commissariat, puis départ par le quartier du marché avant de se rendre jusqu'à la tristement célèbre prison de Jebb Avenue. Malgré sa taille, la manif, certains marchant à pied, d'autres sur des roues, a reprit la route principale (A23) et a été immédiatement entourée par la police. Alors que l'on pouvait voir les flics qui se déplaçaient au rythme de la manif, beaucoup plus de flics se tenaient debout dans les rues transversales ou parqués dans des camions.

Les passants semblaient curieux de cette manif bruyante, clairement anti-flic au moment où nous sommes tous supposés vivre dans la crainte que l'on vienne taper à notre porte. Mais cela était déjà arrivé à ceux pour qui la manif avait été appelée en solidarité.

Le manque de monde a été compensé par la colère passionnée des participants qui étaient venus des divers quartiers de Londres et d'ailleurs, en réponse à cet appel urgent à la solidarité avec ceux détenus à la prison de Brixton après le soulèvement récent, contre les lourdes peines distribuées sur des accusations absurdes et contre l'existence même des prisons.

Tout cela est devenu vraiment clair quand tout le monde a pris d'assaut la barrière bloquant la route piétonne au bord de cet édifice Victorien sombre et dégoûtant. À ce moment-là les passions couraient vite, chacun criant des slogans de concert avec les prisonniers : « LIBERTÉ MAINTENANT ! LIBERTÉ MAINTENANT ! ; LA PASSION POUR LA LIBERTÉ EST PLUS FORTE QUE TOUTES LES PRISONS (aussi en grec) ; FLICS, PORCS, ASSASSINS; AUCUNE JUSTICE AUCUNE PAIX, FUCK THE POLICE », la musique à fond et des cris de guerre sauvages ont accompagnés l'attaque puissante sur la barrière ondulée de la prison avec des chaines de vélo, etc. Un groupe avec une bannière « Free Mumia » a prononcé un discours puissant par un mégaphone.

L'émotion la plus grande éclata lorsque les poings serrés de certains des prisonniers sont apparus par certaines des « fenêtres » ainsi que les cris de «LIBERTÉ MAINTENANT ! DEHORS MAINTENANT !» qui se sont envolés des profondeurs de ce cachot pourri. La passion était si forte et tout continua, criant en arrière et en avant, pendant environ 20 minutes, une demi-heure.

Les flics, quelques douzaines d'entre-eux, n'ont pas semblé savoir que faire. Encore plus de camions arrivèrent, y compris deux camions de chiens policiers, qui ont fait que certains manifestants décidèrent de rester en retrait, ne sachant pas si quelque chose avait commencé à l'intérieur et avec le désir de ne pas abandonner pour autant les prisonniers. Plus tard, après que les fourgonnettes de flics soient parties, tout le monde se dispersa tout en expliquant pourquoi ils étaient venus à de curieux voisins (certains tout à fait compatissants) dans la rue derrière la prison.

Quelques jours plus tard, nous reçûmes des nouvelles de l'intérieur, que beaucoup de prisonniers étaient vraiment ravis de cette manif, leur donnant force et courage pour continuer.

Solidarité avec le soulèvement !
Tout le monde dans les rues !
Feux aux prisons !

Quelques anarchistes de Londres.

Traduit de l'anglais par Base de Données Anarchistes de actforfreedomnow.

CONTRE TOUTE AUTORITE...

...Feu à volonté !



C'est la zermi couzin

Pas le temps de vivre, plus la force après des heures de taff à part pour allumer la télé, se lamenter autour de quelques verres de mauvais alcool, d'antidépresseur ou de Subutex, une petite prière et au lit. Sept heures de sommeil nerveux avant de recommencer la même journée de merde jour après jour, tout ça pour un peu de fric qui passera du porte monnaie du patron à celui du propriétaire, d'un commerçant quelconque aux caisses de l'Etat. Facile de tomber dans la dépression, facile de lâcher prise, d'accepter son sort et de se dire que rien ne vaut le coup, d'abandonner tout espoir d'autre chose, de ne plus se soucier, face à sa propre misère, du sort des autres. En quelque sorte, chacun sa merde. Hors de ma famille, de ma communauté, de mon clan, pas d'empathie, aucune solidarité. Au point où on en est, tant que le fric circule et qu'on peut en grappiller quelques miettes (allocs, petits business, minimas sociaux...) pourquoi penser au reste ? On peut aussi se créer l'illusion que la vie n'est pas si sinistre en se réfugiant dans le peu de satisfaction et de confort que la société veut bien nous laisser en échange de la paix sociale. De toute façon, avec deux mille ans d'esclavage derrière nous, pt'être bien que l'humain est fait pour vivre en cage, maître ou esclave.

Comme une caricature de ce que nous vivons tous un peu, par-ci par-là.

Poudrière

Vous vous dites peut-être que tout n'est pas si sombre, misérable et dépeuplé d'envie, ce n'est pas faux. Parfois des étincelles viennent mettre le feu à la poudrière pour prouver que ce monde n'est pas qu'un vaste cimetière peuplé de zombies. En Angleterre, il y a quelques semaines, c'est un torrent de révolte qui a ravagé les métropoles bien lisses et conformes. Il y a peu en France, et régulièrement encore, la rage rentrée du quotidien éclate à la gueule des patrons et de leurs flics avec pleine force. Clichy-sous-bois, Villiers-le-bel... La haine et la joie qui cohabitent dans un sursaut de vie. Récemment encore, ce sont les commissariats, les palais de justice, les préfectures, les prisons, les supermarchés qui ont cramé en Tunisie, Égypte, Syrie, Libye... et certainement pas pour les remplacer par des outils d'oppressions plus démocratiques.

Tout le temps éclatent des révoltes, dans les prisons, les écoles, les ateliers, les familles. Ici, un homme qui refuse les ordres de son patron ou de son sergent, là une femme qui place un boulon dans une chaîne de montage, ailleurs un enfant qui ne veut plus écouter ses profs ou un détenu qui refuse de réintégrer sa cellule.

Qui sont les idéologues ?

Ces révoltes, et même les révoltes en général, n'ont pas bonne presse. Alors on les rejette ou on les récupère. On tente de jeter le discrédit sur les émeutiers en les traitant de fous-furieux, de casseurs, de bandes, de gangs, de terroristes, manipulés par des idéologues. La révolte ne serait qu'une maladie ou un danger à traiter. On tente en même temps de jeter le discrédit sur les soulèvements en leur prêtant des intentions qu'ils n'ont pas : affrontements inter-communautaires, caractère ethnique, remplacement de dictateur etc. Ou alors on les récupère en y apposant sa propre idéologie : on dira que les révoltes au Maghreb cherchaient à instaurer des démocraties capitalistes calquées sur les modèles occidentaux, on dira que les émeutiers de novembre 2005 luttaient pour obtenir des CDI, on dira que les révoltes dans les pays placés sous tutelle du FMI ont pour but de redresser la barre économique du pays pour un capitalisme à visage humain. On récupère alors les indignés de la place Tahrir ou de n'importe quel autre endroit pour mieux rejeter les insurgés qui à côté refusent de tendre l'autre joue et rendent coup pour coup. On tente de placer des porte-paroles respectables : jeune diplômé, étudiant charismatique, avocat des droits de l'homme, politicien en exil, bourgeois philanthrope, mais tout cela n'est que piaillerie de journalistes et de politiciens.

Nous ne sommes pas bien intelligents, et pourtant. Pourtant, nous savons que tout est bien plus simple que cela. Plus que des constructions idéologiques, c'est le cœur qui nous dicte de briser cette paix, en dépit de notre petit confort. Il y a une logique implacable dans le fait de rendre les coups, de ne pas se laisser faire, de se révolter. Un réflexe vital, comme le chien qui mord la main du maître qui le bat avant de se demander s'il y a plus à perdre à la mordre qu'à se laisser battre.

Ce qu'il y a de plus sensé dans un monde insupportable c'est justement de ne pas le supporter ; et ce qu'il devrait y avoir de plus partagé entre nous, au-delà de cette misère commune, c'est bien la révolte contre cette misère, et la liberté qu'elle laisse entrevoir par les moyens utilisés et par les désirs qu'elle porte.

Ayons l'audace d'en finir avec ce monde, pour ne pas faire comme ceux qui sont morts de cette vie, persuadés que le courage consistait à la tolérer plutôt que de la défier.

La rébellion c'est la noblesse des esclaves.

Un peu de bon sens...

Tract distribué à Paris, aout 2011, repris de Base de Données

LONDON CALLING

(Allemagne)



Vendredi 4 août 2011, la police londonienne a tué Mark Duggan, 29 ans, à Tottenham, dans le nord de Londres. Ce meurtre brutal, ainsi que L'incapacité de la police a répondre de ses actes, a été l'étincelle d'une explosion diffuse d'émeutes qui ont englouti la ville de Londres et au-delà. Comme on pouvait s'y attendre, la couverture médiatique fut une orgie d'outrages, d'indignation et d'incompréhension. Nous avons, quoiqu'il en soit, vu venir cela depuis bien longtemps, et nous l'accueillons à bras ouverts.

Qu'il soit possible ou non d'identifier le début de tels soulèvements n'est pas important. La police a déclaré que les « incidents » ont débutés vers 20h30 lorsqu'après une manifestation de la famille et des amis de Mark devant le commissariat de Tottenham pour demander des réponses a propos de la mort de leur être aimé, deux voitures de flics ont été attaquées. Une fut allumée là où elle se trouvait, l'autre fut poussée au milieu de la route avant d'être mise à feu.

Depuis, des incendies ont succédés à d'autres incendies (de poubelles, voitures ou bâtiments), les pillages aussi, puis les combats de rue qui n'ont mis qu'une heure à sortir de Tottenham. Dès dimanche, le conflit massif s'est diffusé à d'autres parties du nord de Londres puis à Brixton, Peckham ou même Croydon dans le sud. Dés la troisième nuit, les émeutes se sont propagées dans d'autres villes comme Birmingham, Bristol, Liverpool et Nottingham à une échelle sans précédente depuis les émeutes contre la Poll Tax. La quatrième nuit a vu une escalade encore plus forte à Manchester, Salford, Wolverhampton, Gloucester et West Bromwich.

Nous sommes dégoûtés par l'hystérie médiatique à propos des dommages à la propriété, bien qu'il soit beaucoup trop facile de considérer les pillages qui ont eu lieu comme de la « bête criminalité », nous pouvons les comprendre d'une façon différente. Les lois qui existent pour protéger la propriété ne sont là que pour protéger les possesseurs de cette propriété, pour protéger les «possessions» de ceux qui « possèdent rien ». Étant donné les limitations matérielles et financières qui définissent nos vies, il n'est pas surprenant, dans ces instants où l'autorité, pour laquelle nous n'avons aucun désir ni respect, perd tout contrôle, que les personnes impliquées choisissent d'abord de reprendre les objets qui leurs sont généralement inat-teignables. On veut nous apprendre à devenir des consommateurs obéissants: vous récoltez ce que vous semez.



LONDON CALLING

Am Donnerstag, den 4. August 2011, hat die Londoner *Metropolitan* Polizei Mark Duggan, 29, in Tottenham, im nördlichen London erschossen. Die Unfähigkeit der Polizei, Licht in die Umstände der brutalen Ermordung zu bringen, schürte das Feuer noch mehr und löste Londonweit und darüberhinaus Aufstände aus.

Wie nicht anders zu erwarten, haben die Medien mit Empörung und oft mit purem Unverständnis reagiert. Wir jedoch haben das schon lange Zeit kommen sehen und sind froh, dass es nun so gekommen ist.

Ob es möglich ist, die tatsächlichen Ursprünge solch eines Aufstandes zu identifizieren oder nicht ist nicht unbedingt wichtig. Die Polizei gab an, dass die „Vorfalle" um ungefähr 20.30 Uhr des Abends begonnen hatten, als im Anschluss an eine Demonstration vor der Tottenhamer Polizeistation zwei Streifenwagen attackiert wurden. Die Demonstration war von Marks Freund_innen und Familie organisiert worden, um Antworten bezüglich des Todes ihres Angehörigen zu fordern.

Seitdem folgte ein Brandanschlag (auf Mülleimer, Autos und Gebäude) auf den nächsten, genauso wie eine Plünderung auf die nächste, als Teil eines Straßenkampfes, der sich innerhalb von Stunden über die Grenzen von Tottenham hinaus ausbreitete. Sonntag hatte sich der Massenprotest bereits bis in andere Bezirke im Norden Londons sowie nach Brixton, Peckham und sogar Croydon, im Süden der Stadt, ausgebreitet. Bereits in der dritten Nacht waren die Ausschreitungen keinesfalls mehr nur auf London begrenzt. Birmingham, Bristol, Liverpool und Nottingham hatten die Feuer des Aufstandes bereits zu spüren bekommen und das in einem Ausmaß, das in England seit den „Poll Tax (Gemeindesteuer) Aufständen" (Massen Unruhen 1990), nicht mehr vorgekommen ist. In der vierten Nacht eskalierte die Situation in Manchester, Salford, Wolverhampton, Gloucester und West Bromwich.

Wir sind angewidert von der Medienhysterie als Reaktion auf die Beschädigung und Plünderungen von Großunternehmen. Es ist einfach, die Plünderungen als banale Kriminalität abzutun, doch sie können auch auf andere Art verstanden werden. Die geltenden Gesetze zum Schutz von Eigentum sind dazu da, die Eigentümer_innen zu schützen, um die Besitzenden vor den Besitzlosen zu schützen. In Anbetracht der finanziellen und materiellen Beschränkungen, die unsere Leben definieren, ist es nicht erstaunlich, dass die Beteiligten sich entscheiden zunächst diejenigen Dinge zurück zu holen, die sonst nicht erreichbar waren, wenn wir einen Moment erleben, in dem die Kontrolle der Autoritäten, die wir nicht wollen und nicht respektieren, aussetzt. Uns wird beigebracht gehorsam zu konsumieren, Mensch erntet was mensch sät.

Wir sehen mit Freude zu, wie große (Lebensmittel-)ketten zerstört und geplündert werden. Aber wir sehen gleichzeitig keinerlei Sinn darin, lokale Zeitungskioske auszurauben und anzugreifen. Während wir nicht Zögern würden, die Polizei mit Gewalt von unseren Straßen zu vertreiben, dulden wir keine Angriffe auf Zuschauer_innen und Passant_innen und wollen auch nicht erleben, dass Häuser, in denen Menschen wohnen, angezündet werden.

Wir haben viele Fragen dazu, was in England stattgefunden hat und aktuell weiterhin stattfindet. Wir wollen sicherlich nicht jede Tat oder jede_n Akteur_in glorifizieren, aber wir sind dennoch solidarisch mit denen, die sich für die Revolte entschieden haben. Es ist von höchster Bedeutung, die Geschehnisse in ihrem sozialen und ökonomischen Kontext zu betrachten. Die systematische Herabwürdigung und Atomisierung von Arbeiter_innenvierteln durch die verschiedenen aufeinanderfolgenden Regierungen haben eine unzufriedene, wütende Jugend hervorgebracht. Der Mord an Mark Duggan war der Funke, der eine soziale Explosion bei diesen jungen Menschen ausgelöst hat, die das Gefühl haben, dass sie wenig zu verlieren haben.

Wir hoffen dass, nachdem die ersten Verlockungen von opportunistischen Plünderungen ihren Glanz verloren haben, sich die Aufmerksamkeit auf strategischere Ziele richten wird, durch deren Angriff die Staatsmacht weiter destabilisiert werden kann. Polizeistationen, Gerichte, Verwaltungsbüros und Gefängnisse bilden die Basis der vom Staat ausgehenden Gewalt und Brutalität und es sind auch diese Institutionen, unter deren Kontrolle die Strafen ausgeteilt werden, die über die Einzelnen verhängt werden, die sich dazu entschieden haben, Widerstand zu leisten.

Aber weder wir noch sonst jemand kann diese soziale Revolte kapern, anleiten, oder dirigieren. Die Stärke dieses Widerstandes liegt jenseits von Ideologien und sein Ausdruck kann und sollte nicht von Jenen, die das Ganze lediglich beobachten, in Schubladen gezwängt werden!

NOCH EIN MORD DURCH BULLEN! VON LONDON BIS BERLIN: ALL COPS ARE BASTARDS!
DENNIS J, SLIEMAN HAMADE, OURY JALLOH (BERLIN), IAN TOMLINSON UND JETZT MARK DUGGAN.(UK)
SOLIDARITÄT MIT DEN VERHAFTETEN REBELLEN!

V.i.S.d.P: P.C.Plod, Mainzer Straße 39, Berlin, 12937

Alors que nous nous réjouissons à la vue de grandes chaînes de magasins se faisant défoncer, racketter et piller, nous ne voyons pas l'intérêt de brûler une petite épicerie locale. Alors que nous n'hésitons pas à utiliser la force pour virer la police des rues, nous ne consentons pas à l'attaque de passants aussi vrai que nous ne voulons pas voir les habitations des gens partir en fumée.

Nous nous posons beaucoup de questions sur ce qui s'est passé et qui continue de se passer en Angleterre. Nous n'avons certainement pas le désir de glorifier chaque action ou chaque acteur, mais notre solidarité avec ceux qui ont choisi de se révolter perdure. Il est essentiel de comprendre les événements dans leurs contextes économiques et sociaux. La dégradation systématique et l'atomisation des quartiers ouvriers, gouvernement après gouvernement, a vu l'émergence d'une jeunesse énervée. L'assassinat de Mark Duggan fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres de l'éruption sociale de cette jeunesse qui a le sentiment de n'avoir que très peu à perdre.

Nous espérons qu'une fois que la séduction des pillages opportunistes se sera dissipée, l'attention se tournera vers des cibles plus stratégiques qui déstabiliseront plus en profondeur le pouvoir d'État. Commissariats, cours de justice, administrations et prisons forment la base de la brutalité étatique, et ce sont ces institutions qui contrôleront les punitions données aux individus et aux groupes qui ont choisi de résister.

Il ne convient pas ni pour nous ni pour personne de prendre en otage, gérer, diriger cette révolte sociale. Il s'agit d'une force de résistance qui va au delà de l'idéologie et son expression ne sera pas rangée dans les tiroirs mentaux de ceux qui ne font qu'observer vaguement.

Encore un assassinat policier !
De Londres à Berlin,
tous les flics sont des bâtards !
Dennis J, Slieman Hamade, Oury Jalloh (Berlin) Ian Tomlinson et maintenant Mark Duggan. (GB)

Solidarité avec les rebelles arrêtés en Grande Bretagne !

[Affiche trouvée sur les murs de Berlin, 13 août 2011, traduite par nos soins]

Breaking News:

Από τα γαλλικά προάστια του '05 και τον Δεκέμβρη του '08 στην Αγγλία του 2011...



Nouvelles exclusives :

Des banlieues françaises de 2005 et décembre 2008
A l'Angleterre de 2011...

...La rage n'a pas besoin de traduction !
Et nous sommes de son coté.

Autonomous social steki Baruti.

[Affiche trouvée sur les murs de Veria en Grèce, août 2011]

Nothing to lose !



Pour mèmoire, ce texte écrit à chaud par un compagnon français, de passage à Bristol (Sud-Ouest de l'Angleterre) lors des émeutes du quartier Saint-Paul en septembre 1986.

Depuis plusieurs années, Saint-Paul, quartier de Bristol en Angleterre, est l'un des foyers de révolte endémique que l'Etat britannique a beaucoup de mal à réduire. Je m'y suis rendu pour la première fois en avril 1986, au lendemain de l'émeute dans la prison d'Horfield, très proche, à laquelle les mutins mirent le feu. Nombre d'entre eux profitèrent d'ailleurs de la panique des matons pour disparaître dans la nature. Pour qui connaît l'atmosphère oppressante et suspicieuse qui règne aujourd'hui en France, sur fond de rénovation et de quadrillage policier, des lieux comme Saint-Paul constituent de véritables espaces de liberté. Car les quartiers populaires en Grande-Bretagne, parfois de très vieille immigration comme Saint-Paul, ne sont pas des ghettos à l'américaine et des cités dortoirs à la française, qui représentent des formes bien plus « avancées » d'organisation et de segmentation de l'espace, génératrices à la fois d'atomisation et de repli dans des « communautés » fermées. Certes, la vie est dure à Saint-Paul : ici, même l'alcool et la cigarette sont des marchandises de luxe. Le besoin d'argent est là, permanent et angoissant. Des rivalités de bandes, parfois sanglantes, y éclatent. Mais Saint-Paul n'est pas que le lieu de résidence principal de la « communauté jamaïcaine » de Bristol. C'est aussi le point de rencontre entre des individus issus d'autres « communautés » et d'autres quartiers populaires de la ville, en particulier des jeunes qui n'ont pas trop envie de travailler mais plutôt de s'amuser. C'est pourquoi il est facile d'y faire des rencontres intéressantes dans les pubs comme le « Black and White Cafe », haut lieu de l'émeute locale d'avril 1980. Déjà, à l'époque, elle n'avait pas mobilisé que des gens du quartier. A Bristol, la solidarité avec Saint-Paul avait été effective. Voilà pourquoi l'Etat a l'intention de mater, puis de transformer le secteur en zone de pure survie marchandisée.

Dès mon premier séjour à Bristol en avril 1986, je remarquais l'absence de rondes et de contrôle de police, de jour comme de nuit, à Saint-Paul. Esprit de tolérance de la démocratie britannique ? Evidemment non. En réalité, les résidents les plus résolus avaient décrété le quartier « no go area » pour les « pigs » et les « rich bastards », à savoir les flics et les professionnels de la culture qui tentent d'y faire leur niche. En Grande-Bretagne, la « gentrification », la rénovation des quartiers populaires effectuée par les sociétés privées sous l'aile protectrice de la force publique, vise à disloquer leur structure, parfois plus que centenaire, à renouveler, en partie du moins, leur population en facilitant l'installation des membres de la « gentry » branchée et friquée. Dans l'objectif de saper les bases même des solidarités et des résistances à l'avancée du capital. C'est la raison pour laquelle, à Bristol comme ailleurs, des

quartiers sont « zone interdite ». En avril 1986, les flics de la ville ne pouvaient plus entrer dans Saint-Paul. Les «kids» les chassaient et les poursuivaient, détruisaient leurs « vans » de patrouille, incendiaient les voitures de luxe et les boutiques à la mode déjà installées aux portes du quartier. Certaines nuits bien chaudes, après des accrochages sérieux, Saint-Paul était en fièvre. Les « kids » étaient sur le pied de guerre et la ville dans l'attente. Rien ne venait. La « majorité silencieuse », la rage au coeur, n'osait rien faire par elle-même et souhaitait que la police mate les rétifs au plus vite.

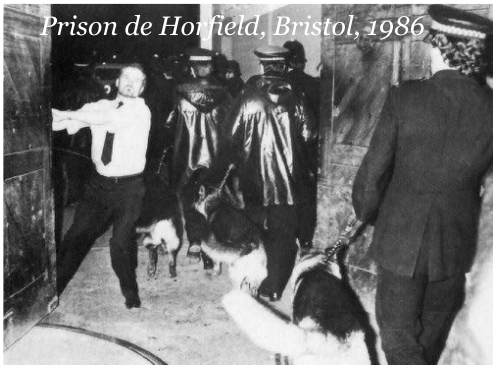
A la différence de l'Etat français, centralisateur et niveleur à outrance, l'Etat anglais tolère bien plus les différences « communautaires » dans la mesure où elles ne sont pas dangereuses pour lui. Les individus qui y participent peuvent jouer dans leur pré carré, parfois de façon impertinente, mais à condition de ne pas prendre leurs jeux au sérieux, de ne pas les transformer en « actes criminels », bref de ne toucher à rien d'essentiel. Le pouvoir d'Etat ne pouvait donc pas accepter longtemps « l'insolente impunité de quartiers peuplés de criminels qui ne respectent ni la propriété, ni l'ordre », comme l'affirma, féroce comme à l'ordinaire, la Dame de fer. La liberté qui, d'après l'idéologie officielle, règne en Grande-Bretagne comme nulle part ailleurs relève évidemment du crime dès qu'elle dépasse les limites fixées par la loi. Les « kids » qui « ne voulaient pas entendre la voix de la raison » devaient être châtiés. Mieux, criminalisés et terrorisés. Le raid de la police fut préparée par d'intenses campagnes médiatiques qui présentaient Saint-Paul comme le repère par excellence des caïds de la came, prêts à empoisonner l'ensemble de la population de la ville. Or, quiconque connaît quelque peu les mœurs jamaïcaines en la matière sait bien que c'est l'herbe qui a la cote dans la « communauté ». L'héroïne, au contraire, y est encore considérée comme la drogue qui rend « crazy ». Dans les pubs où j'ai eu l'occasion de discuter, bon nombre de « kids » y étaient hostiles. « Elle transforme l'homme en animal prêt à mendier n'importe quoi », me disait l'un d'entre eux. Il est de notoriété publique, dans de tels quartiers, que les gangs qui tentent d'y prendre pied et de fourguer la merde sont protégés par la police. Après avoir tenté d'abrutir, à l'époque de la révolution industrielle, les pères des « classes dangereuses » par le gin frelaté, l'Etat est prêt à faire la même chose avec leurs héritiers via l'héroïne.



Saint-Paul, Bristol, 1986

A l'aube du 12 septembre, au nom de la lutte contre la drogue, les forces de police des comtés de l'Avon et du Somerset investissaient Saint-Paul dans des « vans » banalisés, bouclaient les accès, occupaient les rues et les lieux importants en cas d'émeute, en particulier les postes à essence déjà utilisés pour la fabrication des cocktails Molotov, et commençaient à procéder aux rafles. La police britannique s'est beaucoup transformée depuis les dernières vagues d'émeutes et de grèves. Elle intègre désormais des corps paramilitaires, aux pouvoirs et aux capacités d'intervention renforcés. La balle en plastique est à l'ordre du jour comme en Irlande et à Hong Kong. Surpris en plein sommeil, les gens de Saint-Paul ont tenté de résister. Mais ils ne pouvaient pas empêcher les perquisitions, les fermetures de pubs et de clubs pour la journée, les arrestations et les condamnations, presque immédiates, en particulier celles des « dangereux toxicomanes » qui avaient sur eux à peine de quoi faire quelques joints. Dans la journée, plus de cents personnes étaient déjà inculpées, en général pour « attitude menaçante », en vertu de la récente loi sur l'ordre public qui permet d'embastiller quelqu'un pour avoir regardé de travers des flics.

La présence policière n'avait jamais été aussi imposante, même en avril 1980. Mais le sentiment d'humiliation et le désir de relever le défi de l'Etat étaient trop forts pour s'y soumettre. De plus, dans l'esprit des « kids », l'acceptation de la défaite aurait eu des répercutions bien au-delà de Saint-Paul. C'est pourquoi, après le raid, dans la nuit du 12 septembre, ils reprirent l'initiative. Dans Grosvenor, Campbell et City Road, des escarmouches éclataient. Les émeutiers, garçons et filles, s'armaient de couteaux, de barres de fer, de briques et de cocktails Molotov et commençaient à harceler les flics. Des citoyens qui avaient collaboré avec la police et des journalistes en quête de sensationnel étaient attaqués : trente blessés, certains gravement, des « vans », des voitures et des


Prison de Horfield, Bristol, 1986

caméras détruites. Les émeutiers les traitaient en ennemis. Ils n'oubliaient pas les mensonges et les calomnies sur Saint- Paul. Pas plus que les mouchardages et les témoignages aux procès criminels. J'arrivais à Bristol dans l'après-midi du 13 septembre. L'ambiance était tendue. De nombreux « kids », noirs et blancs, de Saint-Paul et d'autres quartiers, discutaient entre eux et circulaient de rue en rue, de maison en maison, de pub en pub. A l'heure de la fermeture des pubs, l'excitation était à son comble. Les plus résolus se rassemblaient dans les rues entourant les blocs d'habitation de Grosvenor Road. Parfois, ils communiquaient entre eux en langage codé pour éviter le mouchardage. Mais, à Saint-Paul, il y a suffisamment de brassage et d'ouverture pour que la présence d'inconnus soit a priori acceptée. Après quelques minutes d'hésitation et de méfiance bien naturelles, ils discutaient assez facilement de l'affaire en cours à l'intérieur comme à l'extérieur des pubs. Des membres de la « Saint Paul's Communauty Association », association des Jamaïcains du quartier, essayèrent bien de disperser ceux qu'ils étaient censés représenter auprès de la municipalité de Bristol. Mais leurs appels au calme se perdirent dans les rires de mépris et les exclamations de colère. Des Noirs leur rappelèrent d'ailleurs, avec ironie, que près du tiers de l'assistance était composée de Blancs. Le terme « communauty » est encore utilisé par les émeutiers de Saint-Paul. Mais il fait aujourd'hui moins référence à la « jamaican communauty», marquée par la hiérarchie de type patriarcale, l'esprit de clan et la religion, choses que la nouvelle génération supporte de moins en moins. Elle préfère développer ses propres relations, y compris hors de sa communauté d'origine. D'où le recul du pouvoir des leaders traditionnels. En avril 1980, des leaders, employés par la municipalité, réussirent à entraver l'émeute. Les émeutiers ne brûlèrent pas les bâtiments officiels locaux du « Welfare State », pas même ceux de la « Social Security », le centre de chômage, par peur de perdre leurs allocations. De telles illusions sont bien dissipées aujourd'hui. Ce soir-là, personne n'usa sa salive à discuter avec les leaders qui rentrèrent vite chez eux. L'avertissement était clair : en cas de nécessité, les émeutiers leur passeraient sur le corps. D'ailleurs, avec l'aggravation de l'austérité dans tous les domaines, les gens de Saint-Paul n'ont plus rien à perdre. Ils détestent même les quelques clapiers modernes, construits après avril 1980 pour remplacer des vieux taudis. « Nothing to lose ! » Au cours de l'émeute, ce fut le cri de rassemblement des individus les plus résolus et les plus fermes, et le slogan le plus inscrit sur les murs au cours des combats et des pillages.

Pour ceux qui ont le culte de l'autorité, le réflexe de l'obéissance et l'amour du commandement, l'association spontanée d'individus autonomes relève du mystère. « Qui sont leurs leaders ? », demanda quelque journaliste policier local, manifestement incapable de comprendre que la force collective puisse reposer sur l'initiative de chacun et être nourrie par des relations tissées bien avant l'émeute, dans les pubs de Saint-Paul par exemple. L'impulsion initiale fut donnée par les « kids » du quartier. Elle fut reprise et développée par tous ceux, originaires de Bristol et d'ailleurs, qui se reconnaissaient dans le « Nothing to lose ». Les moyens à utiliser, eux, étaient à la fois discutés collectivement par des groupes d'émeutiers et choisis individuellement. Des voitures partaient à travers la ville pour surveiller rondes et concentrations de police. Des transistors et des sifflets étaient distribués : les uns pour écouter les fréquences de la police, les autres pour s'appeler de rue en rue. Tout le monde se masquait et s'armait avec les moyens du bord, des briques aux cocktails Molotov. L'éclairage public fut détruit pour faciliter les déplacements dans le noir. Des poubelles et des voitures étaient retournées et incendiées au milieu des rues. Non pour constituer des barricades défensives mais comme moyens d'attirer les flics, de les obliger à se déplacer à pied en stoppant leurs convois. Le 999, le numéro d'urgence, était débordé par des appels au vol, au viol, etc., émanant des quatre coins de la ville, histoire de les attirer ailleurs. Dans des rues plus achalandées situées autour de Saint-Paul, des magasins divers et variés étaient pillés, pas seulement par des « kids ». Loin de là.

Le 13, vers minuit, il y avait déjà plus de mille personnes, de Saint- Paul et d'ailleurs, qui participaient, à des degrés divers, à l'émeute, laquelle avait fait des émules dans d'autres quartiers, quoique de façon plus sporadique et plus brève. Le 14, vers trois heures du matin, les unités anti-émeutes, environ deux mille hommes, réussirent à la contenir, puis à avancer vers le centre de Saint-Paul, dans l'éclat des projecteurs mobiles. Les émeutiers les attendaient dans l'obscurité, embusqués dans les cours, les jardins et les voies d'accès à Grosvenor Estate. Aux fenêtres, les gens insultaient les flics : « Kill the pigs ! », « Kill the bastards ! » et leur balançaient des objets. Leur équipement anti-émeute les protégeait bien des coups frontaux mais en lançant les projectiles par-dessus leurs

rangs, les groupes d'émeutiers faisaient pas mal de blessés. Mais les renforts arrivaient sans cesse. L'Etat mobilisait l'arrière-ban de la porcherie en uniforme, jusqu'au fond des Cornouailles. Les charges succédaient aux charges. Il n'était plus question d'accepter des corps à corps défavorables. Les bandes se dispersaient vite et se reformaient plus loin. Les combats étaient brefs et violents. Les groupes isolés de pompiers et de flics en « vans » ou à pied étaient attaqués, puis les bandes décrochaient avant l'arrivée du reste de la troupe en brûlant les véhicules officiels et parfois des voitures personnelles pour la retenir. L'émeute prenait la forme de séries d'embuscades, entrecoupées de pillages et d'actes de vandalisme, en général dirigés contre les bâtiments officiels et les commerces. Le dédale de rues et de ruelles dans Saint-Paul et dans les quartiers proches, comme celui de Montpellier, encore assez peu touchés par l'urbanisme moderne, rendait relativement insaisissables les groupes d'émeutiers très mobiles. Le revers de la médaille, ce fut l'absence de coordination générale ainsi que la tendance de plus en plus marquée, au fil des heures, au regroupement par bandes éphémères. Bien sûr, la pression policière devenait tellement forte, à l'aube du 14, qu'il a bien fallu décrocher ou se faire ramasser. Le secteur était totalement bouclé et quadrillé. Les convois rodaient dans Saint-Paul et aux alentours à la recherche des gens aux poches pleines et aux mains sentant l'essence. Il devenait dangereux de rester isolé ou en compagnie d'inconnus peut-être pas sûrs. Mais la dispersion eut lieu sans débandade ni panique. Au cours de la deuxième et dernière nuit d'émeute, la plus paroxystique des deux, il n'y eut que trois arrestations.



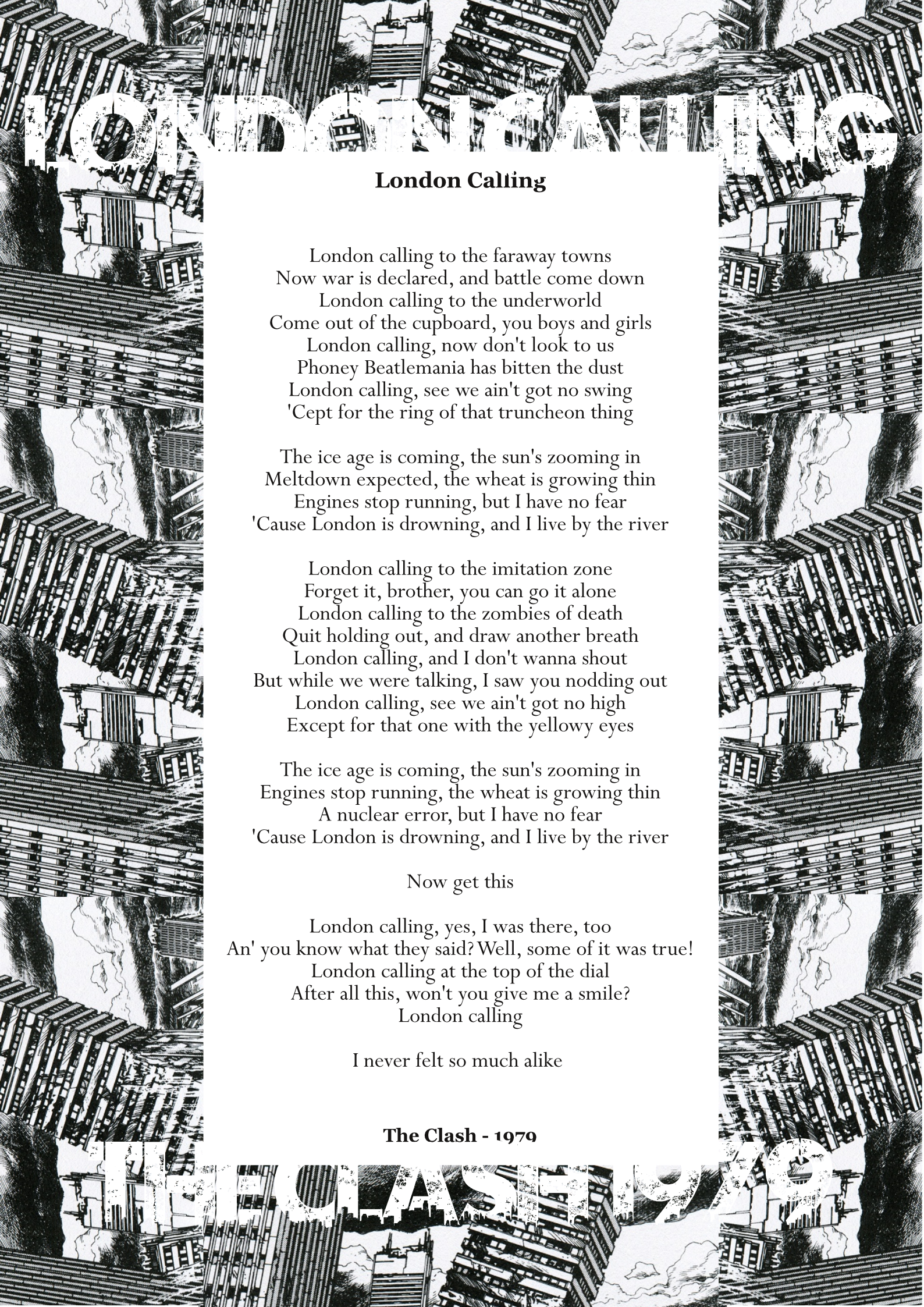
Saint-Paul, Bristol, 1986

Dès le samedi 15, les « kids » se promenaient dans le centre de Bristol, se moquant ouvertement des flics et des membres de la « gentry ». Le soir, les pubs et les clubs de Saint-Paul étaient bondés : tout le monde discutait, buvait, fumait, jouait, dansait et faisait bon accueil aux «french rioters». La police n'a pas osé les fermer par crainte de provoquer de nouvelles explosions. Grosse différence avec Paris, démoli par les urbanistes et terrorisé par le spectre du « terrorisme ». Dans la nuit du dimanche 16, les actes de vandalisme et les attaques de « vans » reprirent. Popperwell, flic en chef responsable du raid sur Saint-Paul, a été mis à l'index par le ministre de l'Intérieur à cause de l'inefficacité relative des troupes, qui prirent parfois le large pour ne pas subir la furie des émeutiers. Il a eu deux infarctus en moins de trois jours. Voilà qui n'a pas remonté le moral de la porcherie.

Malgré mon enthousiasme, je ne préjuge pas de l'avenir de la « sociale » au Royaume-Uni. Des situations favorables peuvent se retourner vite. Nous avons déjà vu en Europe des Etats écraser les foyers de révolte en jouant, au moment opportun, non pas tant sur l'hostilité générale que sur le désarroi, l'absence de perspectives plus vastes et l'isolement des révoltés eux-mêmes. A Bristol, les jeunes rétifs jouissent souvent de la compréhension des adultes, eux-mêmes touchés de plein fouet par la restructuration. En particulier à Saint- Paul, le taux de chômage des adultes a grimpé, vu les licenciements qui ont suivi la fin de la grève longue et dure menée à l'usine d'aviation de Filton, spécialisée dans la construction de Concorde. Comme me le disait l'un d'entre eux, rencontré au « Black and White Cafe », « lorsque les voitures et les boutiques de la gentry partent en fumée, moi, ça me fait bander ». Mais entre la sympathie et l'opposition active à l'Etat, il y a de sacrées marges. La même situation existe dans toutes les zones « chaudes » du Royaume-Uni. Quoi qu'il en soit, la Grande-Bretagne ne connaît pas actuellement l'ignoble atmosphère d'angoisse, de terreur et de délation qui règne en France. Dans l'Hexagone, les révoltés ne sont que des poignées, souvent isolés et presque réduits à l'impuissance. Pour quelques Georges Courtois, combien se complaisent dans la soumission volontaire. En Grande-Bretagne, malgré l'offensive de l'Etat et des défaites sérieuses comme celle de la grève des mineurs, l'esprit d'insoumission reste vivant. Aussi, quel plaisir d'être au bon endroit, au bon moment, pour prendre part aux réjouissances ! ●

Julius, Novembre 1986.

Texte disponible en brochure sur Base de Données Anarchistes.



London Calling

London calling to the faraway towns
Now war is declared, and battle come down
London calling to the underworld
Come out of the cupboard, you boys and girls
London calling, now don't look to us
Phoney Beatlemania has bitten the dust
London calling, see we ain't got no swing
'Cept for the ring of that truncheon thing

The ice age is coming, the sun's zooming in
Meltdown expected, the wheat is growing thin
Engines stop running, but I have no fear
'Cause London is drowning, and I live by the river

London calling to the imitation zone
Forget it, brother, you can go it alone
London calling to the zombies of death
Quit holding out, and draw another breath
London calling, and I don't wanna shout
But while we were talking, I saw you nodding out
London calling, see we ain't got no high
Except for that one with the yellowy eyes

The ice age is coming, the sun's zooming in
Engines stop running, the wheat is growing thin
A nuclear error, but I have no fear
'Cause London is drowning, and I live by the river

Now get this

London calling, yes, I was there, too
An' you know what they said? Well, some of it was true!
London calling at the top of the dial
After all this, won't you give me a smile?
London calling

I never felt so much alike

The Clash - 1979